

THÈSE

315

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

Hippolyte-Georges FRICKER

Ancien externe des Hôpitaux de Paris

Médaille de Bronze de l'Assistance Publique

Licencié en Droit

“ L'ACCIDENT ”

DANS LES

Accidents du Travail

Président : M. le Professeur RECLUS

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE

OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). -- PARIS.

(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1911

315

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

PRÉSENTÉE PAR

Hippolyte-Georges FRICKER

Ancien externe des Hôpitaux de Paris

Médaille de Bronze de l'Assistance Publique

Licencié en Droit

“ L'ACCIDENT ”

DANS LES

Accidents du Travail



Président : M. le Professeur RECLUS

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE

OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, (VI^e Ar^t). -- PARIS.

(Anciennement 8, Rue Casimir-Delavigne)

1911

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	Professeurs	M. LANDOUZY
		MM.
Anatomie		NICOLAS
Physiologie		CH. RICHET
Physique médicale		GARIEL
Chimie organique et Chimie générale		GAUTIER
Parasitologie et Histoire naturelle médicale		BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales		ACHARD
Pathologie médicale		WIDAL
Pathologie chirurgicale		DEJERINE
Anatomie pathologique		LANNELONGUE
Histologie		PIERRE MARIE
Opérations et appareils		PRENANT
Pharmacologie et matière médicale		HARTMANN
Thérapeutique		POUCHET
Hygiène		MARFAN
Médecine légale		CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie		THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée		CHAUFFARD
		ROGER
Clinique médicale		HAYEM
		GILBERT
		DEBOVE
Maladies des enfants		LANDOUZY
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale		HUTINEL
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques		GILBERT BALLET
Clinique des maladies du système nerveux		GAUCHER
Clinique chirurgicale		PIERRE DELBET
		QUENU
		RECLUS
Clinique ophtalmologique		SEGOND
Clinique des maladies des voies urinaires		DE LAPERSONNE
		ALBARRAN
Clinique d'accouchements		BAR
		PINARD
Clinique gynécologique		RIBEMONT-DES-
Clinique chirurgicale infantile		SAIGNE
Clinique thérapeutique		POZZI
		KIRMISSON
		A. ROBIN

Agrégés en exercices

MM.			
BALTHAZARD	DESGREZ	LECENE	OMBREDANNE
BERNARD	DUVAL PIERRE	LENORMANT	PROUST
BRANCA	GOUGEROT	LEQUEUX	RATHERY
BRINDEAU	GREGOIRE	LERI	REITTERER
BROCA ANDRÉ	GUENIOT	LOEPER	RICHAUD
BRUMPT	GUILLAIN	MACAIGNE	ROUSSY
CAMUS	JEANNIN	MAILLARD	ROUVIERE
CARNOT	JOUSSET ANDRÉ	MORESTIN	SCHWARTZ
CASTAIGNE	LABBE MARCEL	MULON	SICARD
CHEVASSU	LANGLOIS	NICLOUX	TERRIEN
CLAUDE	LAIGNEL-LAVAS-	NOBECOURT	TIFFENEAU
COUVELAIRE	TINE.	OKINCZYC	ZIMMERN

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MON PÈRE

Médecin de la Marine de l'État

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

Monsieur le Professeur PAUL RECLUS

Professeur de Clinique Chirurgicale

Membre de l'Académie de Médecine

Officier de la Légion d'Honneur

*Qui a bien voulu m'inspirer le sujet de cette Thèse
et m'éclairer de ses conseils,*

Hommage de profonde reconnaissance.

A MON AMI

Le Docteur GEORGES PIQUAND

Chef de Clinique Chirurgicale
à la Faculté de Médecine de Paris

*En témoignage de reconnaissance sincère pour
la grande bonté qu'il eut toujours pour nous
dans le cours de nos études.*

A MES MAÎTRES DES HÔPITAUX

Le Professeur PAUL THIÉRY

Chirurgien de l'Hôpital Tenon

Le Docteur SOULIGOUX

Chirurgien de l'Hôpital Tenon

AVANT-PROPOS

Un matin d'avril 1909 nous assistions à une leçon de Monsieur le PROFESSEUR RECLUS à l'Hôtel-Dieu.

Le Maître allait nous parler de la *notion d'Accident* dans la loi du 9 avril 1898.

Il nous semblait, à mesure que nous l'écoutions plus attentivement, démêler le sens profond de cette leçon : c'était le regret qu'il éprouvait que le fondement même de toute cette loi d'une importance sociale de premier ordre fut si peu compris, prêtât tant à l'interprétation, et que l'esprit scientifique qui doit en être la base fut parfois bien négligé dans son application..... et sa parole si autorisée nous en indiquait le REMÈDE.

C'est à étudier *ce remède* qu'est consacrée la présente thèse.

Depuis cette époque, la formule en a un peu varié, mais son *but* est resté le même.

Nous voulons donc espérer et nous croyons que cette

formule est de nature « à corriger les anomalies parfois choquantes « les équivoques regrettables et fâcheuses à « tout point de vue commises parfois même par des « médecins et des juges dans l'application de cette « loi ». (RECLUS).

« Nous pensons faire partager à chacun notre opinion « à cet égard et le convaincre que notre solution est « bien celle qui en toute conscience doit être proposée ».

Et ainsi notre travail n'aura pas été inutile s'il a pu, ne fut-ce que pour une faible part contribuer à maintenir la bonne harmonie dans notre pays.

Car cette loi est destinée fatalement à devenir injuste et vexatoire, si la Science Médicale n'en est pas la base et le fondement même ; bien loin d'être un instrument de prospérité pour notre Patrie, elle pourrait devenir pour elle une cause de division, et partant de faiblesse dans la lutte opiniâtre que se livrent entre elles les nations sur le terrain industriel, et l'industrie française qui a déjà tant de mal à lutter contre ses rivales trainerait ainsi après elle un poids mort qui viendrait ralentir sa marche vers le progrès.

Écoutons donc la parole de nos maîtres puisque leur savoir et leur expérience viennent nous indiquer le *remède* pendant qu'il en est temps encore !

Si l'on veut bien reconnaître quelque mérite à ce travail nous le devons à leur enseignement et en particulier aux encouragements et aux conseils qu'avec le dévouement pour ses élèves, que nous lui connaissons tous, à bien voulu me prodiguer Monsieur le PROFESSEUR

RECLUS. J'ai aussi mis à contribution les documents précieux qu'il m'a si obligeamment communiqués et je lui en aurai toujours une profonde reconnaissance.

Heureux si seulement nous avons pu donner un pâle reflet de l'enseignement du Maître !

Qu'il nous soit permis enfin, d'assurer son Chef de Clinique notre ami de longue date le Docteur G. PIQUAND que nous n'oublions non plus jamais la grande bonté qu'il eut toujours pour nous dans le cours de nos études et dont nous tenons une fois encore à le remercier ici.

HISTORIQUE

« La loi du 9 avril 1898 a introduit dans notre Code français le principe du « risque professionnel ». Accusé tué par un ouvrier de l'industrie, blessé du fait ou à l'occasion du travail a droit à une indemnité forfaitaire ». (P. Reclus, Clinique de l'Hôtel-Dieu, mai 1909.)

Mais que de modifications profondes ne devaient pas subir les idées, avant d'en arriver à cette importante loi sociale ; il fallut attendre que le développement des idées de solidarité à la fin du siècle dernier la rendit possible. Ce n'est pas à dire que, longtemps avant cette date la question du « risque professionnel » n'ait pas été envisagée ; dès 1604 nous la voyons appliquée aux ouvriers de certaines mines,

Au commencement du XIX^e siècle, un des plus grands économistes de ce temps, SISMONDI (1) ne disait-il pas en 1819 :

« Le salaire n'est pas seulement une compensation

(1) Nouveaux principes d'Économie Politique. T. I, p. 359.

» du travail calculé à tant par heure d'après sa durée ;
« c'est le revenu du pauvre ; et, en conséquence, il doit
« suffire, non seulement à son entretien pendant l'acti-
« vité, mais aussi pendant *la remission du travail*. . . il
« doit pourvoir à *la maladie* comme à la santé. »

Entre temps était né le Code Napoléon (1804) recelant dans ses flancs l'art. 1382.

Mais avec le développement prodigieux du machinisme, l'emploi de forces d'une énergie, insoupçonnée au moment où fut rédigé le Code, les risques courus par l'ouvrier allèrent croissant comme ce développement lui-même. Comme l'a dit le professeur Lacassagne, « l'Industrie est aujourd'hui un véritable champ de bataille sur lequel tombent chaque année en France 7.500 morts et 272.000 blessés. Que de tristesses représentent ces chiffres ! »

Eh bien jusqu'à la mise à exécution de cette loi, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet 1899, l'ouvrier n'avait pour panser les douloureuses blessures reçues au service et pour le plus grand profit de son patron que sa demande d'indemnité fondée sur l'art. 1382.

L'application des principes généraux du droit mettait presque toujours le salarié dans l'impossibilité d'être indemnisé pécuniairement de son *Accident* car il devait prouver qu'il était dû à la faute du patron. Les témoins, ses camarades le plus souvent, n'osaient par peur de leur renvoi, venir témoigner en sa faveur ; ses chefs immédiats, peut-être fautifs se taisaient de même ; et ainsi les cas où la faute du patron pouvait être cons

tatée était infime par rapport au nombre des accidents subis par l'ouvrier ; enfin, de plus, la Compagnie d'assurance était là et mieux armée que lui, elle faisait traîner les procès en longueur, d'où, de toutes façons résultat précaire pour l'ouvrier victime d'un accident.

Et cependant, bien avant la loi de 1898 il y avait une *Jurisprudence de l'Accident de travail* et, ce fut justement elle qui fut invoquée lors de la discussion qui eut lieu pour l'édification de cette loi, à la Chambre des Députés en octobre 1897 ; nous en reparierons. Et cela d'autant plus que dès 1881 *l'ordonnance de la Marine* reconnaissait le droit à une indemnité au profit du marin blessé dans le service du navire (addit. à l'art. 262 ; C. Comm. Loi du 12 août 1885).

« Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé
« aux frais du navire s'il tombe malade pendant le voyage
« ou est blessé au service du navire ».

Ainsi que nous l'avons dit le recours de l'ouvrier était le plus souvent illusoire. Aussi en présence de cet état de choses, dès le mois de mai 1880 des propositions avaient été déposées par MM. MARTIN NADAUD et RASPAIL qui demandaient dans le cas d'*Accident* violent arrivé à l'ouvrier, l'établissement d'une *présomption de faute* contre le patron au moyen d'une adjonction à l'art. 1382.

Après des discussions souvent très vives on finit par s'arrêter à une idée plus franche : la création du *Risque professionnel*. Le principe en fut établi dès le 11 février 1882 dans une proposition due à M. FÉLIX FAURE et que

L'on peut considérer comme capitale pour le point qui nous occupe : « Toute exploitation, disait-il, au service
« de laquelle un *Accident* se produit doit supporter les
« conséquences de cet accident ; de même qu'une exploi-
« tation supporte l'Usure et la destruction de son ma-
« tériel, de même qu'elle supporte les risques d'incendie,
« de responsabilité civile et tant d'autres, de même une
« exploitation doit supporter les conséquences des *acci-*
« *dents* qui surviennent à son personnel ouvrier ; cette
« responsabilité est une des chances malheureuses de
« l'entreprise ».

Ainsi donc, nous le voyons, à la période embryonnaire de la loi, *l'énigme* commence à se poser.

On veut faire une loi sur les accidents dont sont victimes les ouvriers dans leur travail et l'on passe sans même se demander ce qu'est un accident. . . .

Mais, *les juristes* allaient continuer à édifier leurs systèmes, ne se doutant pas que le caractère qui vient déjà de nous arrêter était le seul important à considérer.

En 1884 apparaît la théorie de la « *Responsabilité contractuelle* » du patron ; d'après elle le patron n'est pas tenu seulement de payer le salaire de l'ouvrier, il a en même temps *une autre obligation* ; celle d'employer un matériel en bon état et de garantir son salarié contre les accidents. La sécurité de l'ouvrier naissait ainsi du contrat de travail. Il était créancier du patron au point de vue de sa sécurité et celui-ci devait prouver qu'il était libéré en cas d'accidents envers son créancier

comme un débiteur ordinaire: *Le renversement de la preuve* était ainsi opéré.

Mais pour montrer ce que cette théorie avait d'inadmissible, nous désirons, ici attirer l'attention sur *deux termes* que l'on emploie parfois l'un pour l'autre. Et qui, dans notre esprit du moins, ne sont pas synonymes « Accidents DE Travail » et Accidents « DU Travail », nous réserverons, plutôt cette dernière expression aux cas d'accidents, dans lesquels le patron de l'ouvrier n'est pas en cause. Eh bien ! Est-ce ce contrat prétendu qui vient obliger l'employeur à ne pas causer d'Accidents Du Travail, non évidemment, puisque si par exemple sa machine écrase un passant, ce contrat n'a rien à y voir. Et il en est cependant responsable, donc il ne saurait non plus s'appliquer à l'ouvrier. Nous pensons d'ailleurs qu'il est bon de signaler ces Accidents DU Travail à l'attention du législateur (et comme nous l'avons dit nous entendons par là, les dommages causés à un ouvrier par un autre patron que le sien) puisque jusqu'ici il n'a pas manifesté la pensée de réglementer sur des bases spéciales la responsabilité qui en découle. Et il est souvent aussi triste et dommageable pour un ouvrier d'être victime d'un accident DU travail, causé par un patron étranger à son travail que de l'être d'un accident DE travail causé par son employeur. — Mentionnons enfin pour être complet le système basé sur un arrêt de la Chambre Civile (1896). Et d'après lequel le patron était responsable des accidents de travail en qualité de *propriétaire* de la chose qui a blessé ou tué l'ouvrier.

Tel était l'état d'esprit des Juristes lorsque eurent lieu les premières discussions touchant la loi de 1898. On reprit alors la théorie développée 18 ans avant du *Risque professionnel*.

On entend par risque professionnel dit M. Planiol (traité de droit civil) « les chances d'accidents inhérents « à un métier déterminé indépendamment de toute « faute » et il cite les paroles de M. Cheysson ; « Du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent. »

C'est au maître qu'appartient la machine *qui tue* ou qui BLESSE. N'en doit-il pas répondre en faisant entrer le risque professionnel dans le prix de revient » ? (journal des économistes 15 mars 1888).

Ainsi donc pour ces deux auteurs le risque professionnel cause *l'accident* et l'accident est la *lésion* qui consiste en une *blessure*.

Nous continuons donc à tourner dans le même cercle vicieux. Ces *lésions corporelles* hypnotisent législateurs, commentateurs et juristes. Nous touchons du doigt l'erreur initiale qui devait être la porte ouverte aux appréciations les plus arbitraires aux récriminations des uns et des autres aux attaques passionnées des maîtres les plus éminents : « c'est une loi mal faite a dit *Pau* « *SECOND* parce qu'elle a été *faussée dans son principe*. »

Tel était donc l'état d'esprit à la veille de la confection de la loi de 1898.

On a beaucoup écrit sur les caractères primordiaux de cette loi qui sont d'être : le *forfait* et la *transaction* dit-on. Un ministre du Commerce l'a écrit dans une circulaire du 21 août 1899 « s'il est fait abstraction dans la procédure de la faute qui a pu être commise, la législature pourtant en tient compte dans une sorte de compromis en admettant au profit de l'ouvrier qu'il sera toujours indemnisé ; et par contre au profit du patron, que l'indemnité ramenée à une moyenne restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est transactionnelle. Elle est forfaitaire en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage, le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer. . . . »

Sans vouloir discuter cette question du *forfait* dans la loi de 1898 disons simplement qu'elle est vraie dans chaque cas particulier après décision de la justice, sans doute, mais non pas en thèse générale. *Le caractère forfaitaire* d'un marché ne peut s'appliquer qu'à des travaux bien définis et nommément définis le plus souvent. Celui qui traite à forfait sait nettement à quoi il s'engage, ses droits en un mot sont positifs et dérivent d'un contrat dont les termes sont ou essayent d'être le plus possible formels.

Ici, nous ne voyons pas ces caractères transactionnels et forfaitaires puisque nous ne savons pas exactement à quoi ils vont s'appliquer EN GÉNÉRAL. Cette transaction a pour base l'Accident puisque de son plus ou moins de gravité résultera l'attribution ou non d'une

rente. Or cet Accident qu'est-ce donc au juste, nous n'en savons rien ; et tant que par l'adoption d'une définition l'on n'aura pas défini l'*objet* du forfait, tant que l'on n'aura pas donné une définition *objective* de ce forfait, il nous sera difficile de voir attribuer dans *le cas général*, j'y insiste, ces caractères à la loi du 9 avril 1898.

Ceci étant établi rendons grâce pourtant à cette loi, qui bien que « superficielle », comme l'écrivent MM. FERRETTE et LAVAL n'en a pas moins été la cause de progrès très réels dans la science médicale.

« Quel praticien, a pu dire avec juste raison M. SAND, « connaissait avant cette loi la pneumonie, l'ulcère gastrique traumatique, ou encore appréciait exactement « le temps nécessaire au retour parfait des mouvements « dans un membre fracturé... »

Ces progrès, il n'est que juste de le rappeler furent dus surtout à ceux qui les premiers soupçonnèrent toute l'importance de cette loi médico-légale : M. le PROFESSEUR RECLUS tout d'abord, puis BRISSAUD, J.-L. CHAMPIONNIÈRE et RÉMY.

Enfin, malgré ses défauts, le rôle social de cette loi a été considérable ; il ne nous appartient pas d'en énoncer ici les raisons et, tout ce que nous pouvons conclure c'est de dire avec M. G. Morin « qu'actuellement encore les questions ouvrières sont au premier plan de l'actualité et que chaque jour voit s'accroître le nombre de ceux qui considèrent l'amélioration du sort des classes labo-

borieuses comme une œuvre nécessaire et urgente imposée tout à la fois par la justice et l'intérêt national bien entendu ».

Notre travail est divisé en deux parties, dans une *Première partie* nous étudions l'Accident en général, d'après les lois françaises, étrangères, les travaux des commentateurs; dans une *Seconde Partie* nous étudions spécialement la définition de l'Accident de travail proposée et enseignée par M. le PROFESSEUR RECLUS et nous montrons qu'elle seule doit être employée à l'exclusion de toute autre parce qu'elle est d'accord avec l'esprit scientifique, la jurisprudence dans ses grandes lignes, et les principes de justice sociale qui ont inspiré cette Loi.

PREMIÈRE PARTIE

De l'« Accident » en général

CHAPITRE I^{er}

§ I. — Pourquoi la définition de l'« Accident »
n'est-elle pas dans la loi française du 9 avril 1898 ?

Comme l'a dit M. le PROFESSEUR RECLUS (Clinique de
l'Hôtel-Dieu. Avril 1911).

« L'Accident » a dans la loi sur les accidents de tra-
vail un rôle de premier ordre ; elle a été faite pour
lui, sans lui elle perd sa raison d'être. Sans lui, elle
« ne joue pas. »

Ainsi donc nous pouvons dire d'une part que l'Acci-
dent est le fait générateur de *l'obligation*, dès l'instant
qu'il s'est produit, elle impose au patron de réparer le

préjudice causé : de là peut résulter pour lui des conséquences très graves parfois fortement dommageables pour ses biens ou même pour sa personne (art. 14).

Et d'autre part du même coup un *droit* va naître. Ce droit trouve sa source dans l'Accident, comme nous le fait remarquer M. SARRUT, avocat général à la Cour de Cassation :

« L'Accident, dit le savant magistrat, est la cause génératrice du droit à l'indemnité ; l'accident *vaut* titre ; il n'y a pas à rechercher s'il procède d'une faute, d'un cas fortuit ou de la force majeure. »

Sans doute, l'existence d'un *contrat de travail* qui lie l'ouvrier au patron est aussi un point capital pour le fonctionnement de la loi, mais, dans tout ce qui va suivre, nous supposerons nécessairement qu'il est réel.

Eh bien, cette obligation, ce droit qui viennent ainsi de naître, les parties intéressées ne doivent-elles pas savoir si elles sont fondées à les faire valoir, s'il est légitime pour elles de les revendiquer ou de s'en affranchir. Mais je vais plus loin, je dis que *les tiers eux-mêmes* sont intéressés à la solution de cette question.

Voici un ouvrier victime d'un traumatisme, ne conserve-t-il pas, en vertu de l'article 1382 une action contre les tiers, le patron de son côté n'aura-t-il pas le même droit ? Sans doute (art. 7 *in fine*). Et tout cela en somme repose sur cette « notion d'Accident » dont nous cherchons à montrer l'importance. Bien plus nous ferons voir plus loin qu'il n'est pas juste (art. 14) d'*édifier une pénalité* sur une notion toute *subjective*, car c'est

ainsi que doit être considéré suivant nous ce mot dans la loi, il n'est pas objectivé ; c'est pour parler plus simplement une notion toute théorique. Eh bien, est-il juste de prononcer une condamnation reposant sur un fondement si peu solide ?

Ainsi donc de tout cela : obligation, droit, pénalités le fait générateur en est l'*Accident* ; et cet accident nous ne savons ce que c'est, légalement parlant. Nous n'avons pas actuellement à préjuger des intentions du législateur, sans cela notre définition si claire et si précise nous aurait promptement tiré du doute où nous sommes pour le moment.

Ce ne sont pas là on le voit simplement matières à « Discussions Byzantines » comme l'a dit M. Lenoir !..

Mais peut-être la loi a-t-elle eu ses raisons : Voyons les opinions émises à ce sujet :

On a dit « Qu'il s'agissait d'un de ces mots si clairs, « si évidents, tombant si facilement sous le sens qu'il « n'y avait pas besoin de le définir ».

A-t-on voulu dire par là qu'il en était de cette notion, comme de certaines idées *innées* dont le sens est identique dans l'esprit de tous les hommes ?

Mais si l'on a tant écrit sur ce mot, si tant de bons esprits sont venus essayer de nous éclairer sur sa signification c'est qu'apparemment elle n'était pas si claire que l'on voulait bien le dire.

Et au surplus toute l'histoire récente des Etats pathologiques dus au traumatisme est là pour nous répondre que la notion d'*Accident* est au contraire une *notion*

Complexe ; relisons les pages que M. le PROFESSEUR RILLUS a consacrée à la *Hernie-Accident* et à la *Hernie-Maladie* et nous serons convaincus !

Non ce n'est pas pour cette raison que la loi n'a pas donné l'explication du mot *accident*,

Ce silence est-il dû d'autre part comme l'ont écrit MM. OLIVE et LE MEIGNEN : « à ce que la loi a voulu ne « pas restreindre le pouvoir d'appréciation laissé au « juge dans chaque cas particulier ? »

Ceci serait vrai si la définition de l'accident devait être seulement et uniquement *juridique*, mais comme nous le montrerons plus loin elle doit être uniquement *médicale* et par conséquent le pouvoir d'appréciation doit varier aussi peu que possible, dans des limites très faibles ; d'ailleurs dans cette loi technique le pouvoir d'appréciation du juge dépend de celui du médecin, de son observation reposant sur l'examen scientifique des faits morbides.

« Pourquoi comme le dit très bien M. THÉBAULT met-
« tre en branle tout l'appareil judiciaire si l'accident
« fondamental, et *cheville ouvrière* de l'œuvre n'existe
« pas et si dans les cas soumis à son examen l'homme
« de l'art trouve des maladies multiples mais aucun ac-
« cident ! »

Mais ce n'est pas tout, ce pouvoir d'appréciation laissé au juge repose sur des bases si fragiles que non seulement le magistrat ne peut se passer du secours de l'homme de l'art mais que parfois il doit faire appel aux lumières du technicien, de l'ingénieur comme dans

le cas cité par M. LE PROFESSEUR RECLUS : « Auch. civ. 1902. Il s'agissait de la mort d'un ouvrier survenue par rupture d'un anévrisme : n'y avait-il pas eu *effort exceptionnel*, disproportionné avec la profession de l'ouvrier ? »

« Avant faire droit, dit le Tribunal commettons comme expert X... ; Ingénieur des Arts et Manufactures
« pour déterminer si on a imposé à la victime un travail exceptionnel ne rentrant pas dans ses attributions
« ordinaires, et si ce travail n'exigeait pas des efforts,
« imposant une fatigue anormale, hors de proportion
« avec les occupations habituelles du sinistré ».

Enfin laisser au juge un pouvoir d'appréciation complètement en dehors des données scientifiques de la cause c'est créer des décisions souvent *contradictoires* et *inconciliables*, dommageables aux parties en cause et sous rapports avec la saine application de la Justice.

N'est-ce pas parfois ce qui arrive faute d'une bonne définition ?

Pour M. le PROFESSEUR RECLUS, le silence de la loi aurait une autre cause : (Clinique de l'Hôtel Dieu Avril 1909). « Les législateurs a-t-il dit n'ont pas défini l'accident de travail, prévoyant peut-être les difficultés
« que soulèverait une telle entreprise. Ce n'est pas des
« difficultés, mais presque à une impossibilité que nous
« nous heurtons, car, pour être complète une définition
« devrait énumérer les *contraires*.

« En effet, l'accident est de cause extérieure comme
« la balle d'un revolver, ou la pierre d'une fronde, de

« cause intérieure comme l'effort, de cause psychique
« comme la peur ;

« Il peut-être brutal comme le passage d'une roue de
« camion, léger comme une piqûre d'aiguille inaperçu,
« comme un simple soulèvement épidermique. Enfin,
« lent dans ses effets comme une froidure et comme cer-
« tains gazs méphitiques ».

Ceci prouve bien non peut-être *l'impossibilité* mais la
difficulté réelle qu'il y avait pour des légistes à donner
du mot *Accident* une définition satisfaisante.

Fonder une définition sur la notion des contraires
serait peut-être plus philosophique que pratique et à
proprement parler il n'y a entre les contraires qu'une
question de *degrés*. Il est donc possible de définir l'ac-
cident de la façon que ses travaux ultérieurs ont amené
M. le PROFESSEUR RECLUS à le faire, et comme nous le
montrons en son temps.

Pour nous, nous croyons que la raison du silence de
la loi est toute autre.

C'est une loi qui a été rédigée par des Juristes seuls,
par un Juriste seul, devrais-je dire pour être plus exact ;
il ne pouvait donc pas parler autrement qu'il ne l'a fait.

Rappelons-nous les paroles de PERIER, *président du*
XVI^e Congrès de l'Association française de chirurgie,
dans son discours d'ouverture, le 19 octobre 1903 :

« Par une ironie singulière *les hommes de lois* chargés
« de régler le sort des victimes, dès que l'intervention
« thérapeutique a cessé d'être utile, n'ont pu jusqu'à ce
« jour donner de *l'Accident* une définition sans appel. »

Et en effet, partis de principes juridiques, ils se sont heurtés, comme le dit le professeur Reclus, à des impossibilités.

Comment définir l'*Accident*, en effet, si l'on n'a pas présent à l'esprit les lésions multiples, souvent fort difficiles à dépister que peut déterminer le trauma, les scepticémies parfois foudroyantes que cause une piqûre inaperçue, les troubles méningés qu'il peut déterminer comme dans un cas dont nous fûmes témoins ; cette méningite à évolution lente aurait pu faire méconnaître l'accident de travail, si la très légère piqûre dont le siège était à l'extrémité de l'index ne nous avait fait découvrir là *le fait anormal cause de l'Accident* !

La science médicale seule pouvait donc résoudre la question que nous nous posons.

Or, quels médecins, quels chirurgiens furent consultés lors de la genèse de cette loi, leur compétence était cependant entière pour solutionner ce problème et nous savons assez que le corps médical possède suffisamment de membres éminents qui ne refusent jamais d'associer leurs efforts lorsqu'il s'agit de résoudre un problème scientifique ou de participer à une œuvre humanitaire(1).

C'est d'ailleurs l'opinion de M. Thebault quand il dit : « Quelques hommes, véritables chefs de file, que les autres ont suivi ont écrit de nombreuses pages pour légiférer quoi ? l'*Accident*.

Accoutumés à se servir de mots ayant un sens d'à peu près ou sur la signification desquels personne ne

(1) M. Marestaing, Congrès accident du travail, Paris 1899.

discute, ils se sont mis au travail résolvant le problème par la méthode « *de absurdo* ». Ils ont dit : *Tout le monde sait ce qu'est un accident*. Ceci posé et admis comme axiome, le raisonnement a amené l'éclosion de la loi..... : On raisonne, on raisonne toujours mais on n'observe pas. On suppose, on crée, on émet des hypothèses, mais on n'observe pas. Au lieu de partir d'un fait connu on y vient. Les rôles sont renversés ; cet immense travail de rêverie accompli, on décide d'en faire l'application. La pratique en est hérissée de difficultés, parce que l'on a, dès le début, confondu le principal et l'accessoire et que l'on a interverti la position des facteurs. »

Là est donc la véritable raison, nous le croyons du moins, du silence de la loi, l'Accident ne pouvait être défini par le législateur et il ne l'a pas été (1).

C'est en définitive à ce sujet : la lutte de deux esprits différents que sont dus et cette obscurité de la loi et les variations de la jurisprudence que nous étudierons. Et bien que M. J. CRUPPI ait pu dire « que le droit moderne offrait le spectacle d'une collaboration chaque jour plus intime entre la science et la loi » nous regrettons que

(1) Mentionnons à ce propos la réponse que fit un jour le PROFESSEUR BROUARDDEL : Ayant voulu donner son avis dans une discussion qui s'était élevée en Belgique lors de la confection de la Loi Belge sur les accidents de Travail, un membre de l'Assemblée, jurisconsulte de premier ordre, répondit à son objection : « Vous manquez de l'esprit juridique ». Ce à quoi Brouardel répondit immédiatement : « Et vous vous manquez de l'esprit médical ».

ce n'ait pas été le cas lors de la genèse de la loi du 9 avril 1898.

§ II. — La définition de l'« Accident » est-elle dans les législations étrangères ?

Comme nous venons de le voir la loi française pour les raisons indiquées n'a pas défini l'*Accident*.

En est-il de même des législations étrangères ? Avant de répondre à cette question, donnons en quelques mots les tendances particulières des trois groupes fondamentaux auxquelles on peut ramener les différentes lois sur les accidents de travail.

Toutes dérivent de la loi Allemande la première en date, toutes ont pour point de départ commun le risque professionnel.

Malgré ce point de départ identique il existe entre elles de profondes divergences produites par l'esprit particulier du peuple auquel devait s'appliquer la loi.

Dans le groupe Germain, autoritaire, la liberté individuelle disparaît, est absorbée au profit du groupement auquel est rattaché l'individu. La contrainte légale s'exerce partout et le juge applique une indemnité prévue et tarifée à l'avance dans ce groupe, le rôle du médecin est réduit au minimum.

Le groupe Anglo-Saxon est exactement l'opposé du précédent et la différence consiste en ce que, par l'ex-

tension qu'il donne à la liberté individuelle la loi protège l'ouvrier, mais sauvegarde la responsabilité de chacun : la faute grave de l'ouvrier, celle du patron retombe également sous le coup de la loi commune.

Entre ces deux types extrêmes se place le groupe mixte français : obligation de l'assurance, mais, liberté dans le choix de l'assurance : les fautes lourdes ne font pas revivre le droit commun. . .

Ce système est sans contredit le meilleur et surtout préférable sous bien des rapports au système Allemand par trop autoritaire.

1^{er} L'Accident dans la Loi Allemande. — (6 juillet 1884)

JURISPRUDENCE

Voyons donc si la loi allemande peut nous donner la solution du problème que nous cherchons à résoudre, puisque la loi française est impuissante à le faire, nous trouvons d'ailleurs aussi dans les travaux des commentateurs allemands de cette loi THIER, *Becker*, KAUFFMANN différentes réponses à ce problème.

Sans doute cette loi est un monument juridique admirablement conçu, mais comme nous l'avons montré rapidement ci-dessus, son caractère est bien différent de celui de la loi française, en ce pays l'ouvrier et assuré *tout à la fois* contre la maladie, contre la vieillesse et contre l'Accident du travail.

Il existe quatre caisses, desquelles l'ouvrier peut être créancier : Caisse des accidents, caisse d'assurance

contre les maladies, caisse d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. L'ouvrier est-il arrêté dans son travail par une de ces causes, son indemnité lui est assurée.

Aussi nos voisins ont-ils établi soit par leurs auteurs ou leur Jurisprudence (Bureau des assurances de l'Empire Allemand) une délimitation pratiquement suffisante entre la maladie professionnelle et l'accident de travail.

Elle leur suffit car il n'y a là pour eux qu'une *question de mots* ; il n'en est pas de même chez nous où les maladies professionnelles sont exclues du bénéfice de la Loi de 1898, et où la définition devient par ce fait même fondamentale.

Cette définition de *l'Accident* dans la loi allemande bien étudiée par M. le Professeur agrégé Remy, nous l'empruntons avec lui au *Manuel de l'Assurance sur les accidents* édité par l'Office impérial d'Assurance (Handbuch der Unfallversicher, 3^e édit. Leipzig 1900).

« Il y a supposition de l'existence d'un accident, lorsque la victime soit par lésion extérieure, soit par
« MALADIE ORGANIQUE, subit un dommage dans sa santé
« corporelle ou psychique (lésion vitale ou mortelle), et
« ensuite que ce dommage peut être rapporté à un événement soudain, c'est-à-dire de temps limitable, de durée
« proportionnellement courte, lequel événement, par ses
« conséquences d'évolution lente peut-être au début, entraîne une lésion corporelle ou la mort. »

Nous réservons pour plus tard et pour éviter les répé-

titons le commentaire de cette définition. Nous tenons simplement à dire que c'est une de celles qui se rapproche le plus de celle que donne M. LE PROFESSEUR RECLUS; avec leur sens de l'analyse, poussé parfois à un si haut degré, les allemands ont bien vu qu'il importait avant tout de ne pas confondre l'*Effet* avec la *Cause* et aussi que tout l'accident ne consistait pas uniquement dans ces lésions corporelles, ces *blessures* qui ont accaparé l'esprit du législateur français (art. 12, Loi du 9 avril 1898).

Plusieurs de leurs *commentateurs* ont étudié cette définition et en ont donné des interprétations qui pourront peut-être nous être utiles :

THIEM trouve cette définition acceptable et ajoute :

« En outre il n'est pas nécessaire que le préjudice, « dans la santé corporelle ou psychique soit causé UN-
« QUEMENT par l'événement accidentel actuel, pourvu que
« ce dernier ait été L'UNE des conditions primordiales
« agissant pour la production de la maladie, de la bles-
« sure, de la mort. »

Et, dit M. THEBAULT « après avoir mis en évidence les divers rapports de coïncidence, superposition ou complications que les accidents du travail peuvent avoir avec les maladies professionnelles, les maladies générales et les cas de force majeure ; après avoir discuté la valeur légale des définitions multiples de l'accident légal » il donne à son tour la définition suivante qui lui paraît bien limiter la question :

L'ACCIDENT est « *une lésion corporelle déterminée par un événement soudain et involontaire survenu par le fait ou à l'occasion du travail et dont la cause sera toujours extérieure et le plus souvent violente* ».

A notre avis cette définition vaut moins que celle qu'elle était destinée à corriger ; nous en reparlerons.

Un médecin dont la célébrité et la compétence en ce qui touche notre sujet sont grande Outre-Rhin, LUDWIG BECKER a donné de l'Accident la définition suivante, extraite de son ouvrage traduit par Gallez et Moreau (1).

L'Accident est dit-il :

« *Un événement imprévu et soudain, ou tout au moins se réalisant en un laps de temps relativement court dont on peut préciser exactement le moment d'apparition, dont les conséquences sont de nature à entraîner chez le sujet qui en est la victime, soit médiatement soit immédiatement des alternations dans son état physique ou intellectuel ou même la mort.* »

L'Accident ne doit pas être nécessairement extraordinaire au point de provoquer par exemple outre les dommages qui en résultent pour l'individu, l'arrêt d'une exploitation industrielle. Une simple blessure suffit à créer l'accident tel que l'entend et le définit la loi. D'autre part cette formule ne permet pas d'englober dans la compréhension du mot *accident* une série de causes

(1) Becker traduit par L. Gallez et G. Moreau, Guide du Médecin expert dans les Accidents du Travail (Bruxelles 1903).

nocives dont l'action prolongée amène progressivement des lésions physiques ou la mort, que l'on ne peut en semblable occurrence, considérer comme causée par un événement précis. Elles sont à vrai dire à la limite du traumatisme proprement dit et de la *maladie professionnelle*.

Nous étudierons plus loin les définitions de ROHMER et celle de KAUFMANN.

Voyons simplement maintenant pour terminer cet aperçu sur la façon dont nos voisins considèrent la *notion d'accident* quelques définitions de l'office Impérial Allemand.

La plus communément citée est la suivante :

« *L'Accident dit-il est un fait anormal et étranger au cours du Travail, qui se produit inopinément et dont les conséquences sont nuisibles à la vie et à la santé.* »

Cette définition est on le voit extrêmement générale c'est d'ailleurs une des tendances des décisions du bureau allemand, comme il nous a semblé le remarquer ; cette définition est courte, claire, ne s'encombre pas de termes d'une interprétation difficile et souvent ambiguë et elle nous paraît sauvegarder tous les droits ; elle serait néanmoins inopérante chez nous.

Dans un jugement du 24 octobre 1882. Ce même bureau a donné la définition suivante :

« *L'Accident est la brusque apparition d'un dommage physique* ».

Définition d'une concision extrême, mais négligeant l'événement anormal point capital de notre sujet. Enfin le 24 septembre 1886, le bureau allemand n'admet plus que pour qu'il y ait accident de travail l'industrie en soit l'unique cause, il suffit que cette industrie en soit la cause adjuvante occasionnelle et il ajoute : l'accident « est un événement qui porte atteinte à l'intégrité du corps humain, se produit d'un seul coup et se trouve nettement limité par un commencement et une fin » : — (Reverscheidungen des Reichversicherungsamtes).

Nous avons ainsi l'interprétation la plus large possible. Nous en avons assez dit pour montrer les tendances de la jurisprudence touchant la notion d'accidents en Allemagne ; mais comme je l'ai rappelé en commençant, ceci n'a Outre-Rhin qu'une importance purement théorique l'ouvrier étant toujours sûr quoi qu'il arrive de toucher son indemnité.

Voyons maintenant plus rapidement la notion d'Accident dans les autres législations.

2^e Loi Autrichienne 28 décembre 1887

Cette loi est calquée sur la loi allemande et s'inspire du même esprit, cependant la définition de l'Accident est autre que dans cette dernière, en ce sens que la blessure comme dans la loi française est au premier plan et accapare uniquement l'esprit du législateur :

l'article 5 est ainsi conçu : « *L'objet de l'assurance visé dans l'article 1^{er} est la réparation définie par la présente loi du dommage qui résulte d'une blessure ou de la mort de l'assuré* ».

Comme le dit M. Thebault, après Beaumont, quelque extension que la jurisprudence, en Autriche, soit venue donner au mot « blessure », il paraîtra toujours trop étroit pour englober tous les traumatismes possibles qui n'ont pas entraîné la mort de la victime ;

La mort peut en effet constituer *non pas un accident* mais un *risque professionnel* et c'est à tort comme nous le ferons voir bientôt que la plupart des législateurs ont confondu les termes : *accidents, traumatismes, blessures, risques professionnels*.

3^e **Loi Anglaise** [6 août 1897]

Comme la loi allemande elle adopte le principe du risque professionnel dont elle fait supporter tous les frais au patron. Les risques couverts par la loi sont tous les *dommages corporels* causés à l'ouvrier par un accident, un fait étranger survenu à raison et dans le cours du travail.

Comme la loi Allemande et Autrichienne, la loi Anglaise exige la réunion de deux conditions pour qu'il y ait droit à une indemnité : « La relation de cause à effet entre l'accident, l'événement et le travail ; et la production de l'accident pendant le travail ».

4^e Loi Italienne (17 mars 1898).

Elle indemnise tout accident survenu « par suite de cause violente » à l'occasion du travail ; *elle ne définit pas*, plus que la loi française, l'accident proprement dit.

Au contraire de la loi allemande où l'Accident doit se produire sur le lieu du Travail pour donner lieu à une indemnité, cette loi est en ce sens plus libérale, et n'admet pas que ce fait doive nécessairement se produire. Elle ressemble à la loi française en ce que *la force majeure* est exclue du risque professionnel.

La faute de l'ouvrier y rentre pourtant ainsi que celle du patron et se compensent réciproquement.

5^e Loi Belge (28 Décembre 1903).

La loi Belge comme la *Loi Hollandaise* est muette sur la définition de l'Accident, mais *multiplie les explications* concernant les ouvriers, les patrons, les moteurs ; M. le Docteur Poëls en a donné le commentaire suivant très autorisé et considère comme accident : « toute atteinte à l'organisme humain causée par l'action soudaine d'une force extérieure, dépendant d'un événement soudain et anormal, ainsi que toute affection nerveuse ou tout trouble psychique provoqués par cet événement ». (Docteur Poëls, commentaire médical de la loi belge du 28 décembre 1903).

Nous ne pouvons, sans sortir du cadre que nous nous sommes imposés, aller plus avant dans cette étude, car il faudrait, pour être complet étudier cette notion chez tous les peuples ; nous savons, en effet, que les principes de cette loi se sont successivement imposés à tous les états ; et de nombreuses pages seraient nécessaires, pour donner une idée insuffisante de leur façon de comprendre ce mot.

Concluons donc en disant que sauf la loi belge, hollandaise, italienne, française, les autres législations en général ont essayé de donner une idée approximative de ce qu'elles voulaient entendre par accident.

(Cf. définition de la loi Espagnole).

En général *le caractère lésionnel* de l'accident domine, sauf pour la loi Allemande, et dans toutes ces lois l'accident, par exemple, pour parler comme M. le Professeur RECLUS, sera aussi bien « la fracture elle-même que la chute qui a provoqué la fracture ».

De toutes façons ces définitions sont critiquables, comme nous le verrons, et il ne nous semble pas qu'au point de vue de notre loi française, la seule dont nous nous occupons ici, il y ait avantage à chercher à imposer l'une plutôt que l'autre.

D'ailleurs, comme l'a dit M. le Professeur hollandais KOOPERBERG (Congrès de Liège, 1905) :

« La différence des lois entre chaque pays empêcherait toujours l'adoption d'une *définition universelle*. »

« En outre, la valeur des mots change dans chaque langage, ce qui augmenterait la difficulté de s'entendre. »

Nous n'en demandons d'ailleurs pas tant, nous voudrions seulement dans l'intérêt de tous chez nous une formule de définition « courte, évitant toute équivoque et ne laissant en dehors d'elle aucune des *espèces* que le bon sens range parmi les accidents du travail ». Et sauvegardant tous les droits.

CHAPITRE II

Importance d'une bonne définition de l'ACCIDENT Ses deux conceptions différentes

§ 1. — La définition devra être utile à L'OUVRIER tout en sauvegardant les justes intérêts du PATRON ; du fondement de la RÉPRESSION PENALE dans la loi de 1898 ART. 20.

Comme l'a dit M. le Professeur Reclus, *l'Accident* est la raison d'être de la loi, elle a été faite pour lui et en dernière analyse pour l'ouvrier victime d'un traumatisme et par le fait même la définition que l'on en donnera aura une importance sociale considérable. Pour répondre au vœu de la loi qui est en définitive la protection de l'employé, elle devra lui être utile ; elle devra de même renseigner les parties en cause sur leurs droits et leurs obligations, et cela même dans des cas qui

pourraient sembler échapper à l'application de la loi de 1898. En ce qui concerne l'ouvrier, elle sera tenue non seulement de le renseigner sans doute sur ses droits, mais aussi de l'habituer à mettre en jeu le sentiment de sa *dignité personnelle* ; et sous ce rapport, nous croyons qu'une définition telle que celle de M. le PROFESSEUR RECLUS que nous étudierons dans la deuxième partie, pourra contribuer efficacement à l'éducation populaire en ce qui touche la compréhension de ce qu'est un accident de travail.

Trop souvent, les classes ouvrières sont amenées facilement à exagérer hors de mesure cette compréhension légale, et favorisées peut-être en cela par une jurisprudence qui manque de base pour apprécier la valeur de ce mot *accident*, on voit ainsi les tendances se marquer de plus en plus vers une extension qui dénature complètement le sens et le but de la Loi.

Parfois aussi il est vraie contraire se produit, et n'y aurait-il que quelques rares cas dans lesquels il existerait que l'on devrait encore le regretter et trouver dans une bonne définition un remède de nature à corriger ces anomalies regrettables. Étudions quelques cas d'espèce :

Il s'agira par exemple d'un ouvrier qui, « occupé à enlever les blocs de glace d'un étang pendant 10 heures consécutives remonte sur sa voiture et conduit ses chevaux pendant deux heures encore.

Il s'aperçoit bientôt que son pied est insensible, livide, parsemé de phlyctènes ; bref il y a eu *gelure* or comme nous le dit Monsieur RECLUS nous savons que l'action

du froid, surtout si comme dans ce cas le contact a été intime, est souvent lente, sournoise; la douleur nulle, échappant fréquemment au sujet, de sorte que la victime ne s'aperçoit des méfaits du froid que longtemps après, et l'agent nocif, l'événement déterminant et cause de l'accident lui aura échappé; l'ouvrier ayant tendance à rapporter les symptômes à l'élément douleur, n'en percevant pas, n'en ayant pas ressenti, pourra ne pas se croire victime d'un accident de travail; et ne voit-on pas le préjudice que serait capable de causer à l'ouvrier une mauvaise définition de l'accident, parlant uniquement par exemple de *violence extérieure*; il n'y a pas eu à proprement parler de violence extérieure puisque les effets nocifs ne se sont produits qu'à l'insu de l'ouvrier ou en tous cas ont passé au début complètement inaperçus; mais il y a eu *événement imprévu et soudain* et les droits de l'ouvrier vis-à-vis de son employeur sont entiers, ainsi que l'ont proclamé les tribunaux à maintes reprises, d'ailleurs justement. Un autre fait cité par MM. OLLIVE et LE MEIGNEN vient encore rendre plus évidente l'utilité spéciale pour l'ouvrier d'une bonne définition: Le chauffeur d'un navire s'expose au froid pendant son travail, une pneumonie se déclare; il n'aura pas idée de dire qu'il a eu un accident et pourtant le début de la pneumonie a une date soudaine, le grand frisson qui accompagne son début peut être nettement précisé, mais cette affection s'est produite à l'occasion d'un acte habituel de cette rude profession. Au contraire, en vidant les escarbilles, le même chauffeur tombe à la mer

et ce refroidissement provoque une pneumonie; ici cet ouvrier doit savoir qu'il y a accident, par ce qu'il y a *fait anormal et soudain*.

Que dire des *conséquences de ce fait* : Voici un ouvrier qui, ne se croyant pas victime d'un accident a *négligé les soins immédiats* ; il ne fait pas attention à son mal et ainsi une blessure de peu d'importance qui eut guéri en quelques jours sous un pansement bien fait et bien appliqué qui n'eût entraîné qu'une incapacité de travail peut être inférieure à quatre jours va s'infecter et pourra être la source d'une septicémie généralisée et mortelle, ou tout au moins entraîner une incapacité prolongée ou peut-être permanente.

Dans le cas contraire, pénétré de l'importance de la définition, l'ouvrier ne sera plus tenté d'*exagérer sa lésion*, bien des procès pourront être évités ou en tous cas l'issue n'en serait pas douteuse.

Car enfin parmi les causes qui vicient l'application de cette loi si humanitaire de 1898, l'exagération de la lésion ou même la *SIMULATION* sont parmi les plus importantes : ce sont des eczémas des zones, des ulcères variqueux, des adénites, des épидидymites blennorrhagiques que le sujet rapporte à un accident supposé ; dans ce cas, le patron est victime d'un dol de la part de son ouvrier et les tribunaux ont eu plusieurs fois à sévir contre de telles pratiques. (Tribunal Vouziers, 28 mars 1900 ; tribunal des Andelys, 23 janvier 1900).

Ne voit-on pas là encore l'importance d'une bonne définition : sans doute *la lésion existe* et si nous adop-

tions une de celle qui fait consister en elle tout l'accident, nous devrions absoudre ce simulateur et condamner le patron. Il faut donc pour éviter ces faits regrettables, comme l'a écrit M. R. Sand, inclure dans la définition un mot faisant allusion à la cause même de cet accident ; et ainsi nous soustrairons « l'accident-lésion » à la volonté de l'ouvrier qui l'a produit pour y substituer l'« Accident-événement » qui est sans rapport avec sa volonté. En présence de la fréquence relativement grande de la SIMULATION, puisque le docteur THISQUEM, inspecteur du travail à Verviers, estime à 6 p. o/o le nombre des simulations ; il y a donc lieu maintenant de montrer toute l'importance d'une bonne définition sur un des points d'application des plus importants de la loi de 1898, nous voulons parler de l'art. 20. (Modifié par la loi du 22 mars 1902) réglementant le fonctionnement de la loi pénale au cas où l'*Accident* a été intentionnellement provoqué et ainsi conçu :

« Aucune des indemnités déterminées par la présente
« loi ne peut être attribuée à la victime qui a « *intention-*
« *nellement provoqué l'« Accident* ».....*En cas de pour-*
« *suites criminelles*, les pièces de procédure seront com-
« muniées à la victime ou à ses ayants droits.....
« etc. »

Quel sera donc LE FONDEMENT DE CETTE ACTION PÉNALE ?
A raison de quels faits va s'exercer l'action publique ?
Il nous semble que c'est à raison du prétendu accident ;
et, pour reprendre le mot de M. le Professeur Reclus,

sans cet accident supposé, elle ne pourrait être mise en mouvement ; la loi pénale ne pourrait « jouer ».

Or de l'idée que l'on se fait du mot accident, vont découler des conséquences extrêmement importantes.

L'ouvrier, ne l'oublions pas, est porteur de *sa lésion* ; elle *existe*, elle est *patente*, bien mieux l'inculpé pourra toujours prouver qu'elle s'est produite du fait ou à l'occasion de travail ;

Pouvons-nous donc en bonne justice le condamner, lui faire perdre, lui dénier son indemnité, bien plus intenter contre lui des poursuites criminelles à raison de cet accident ?

Oui, nous le déclarerons coupable d'avoir simulé une lésion rentrant dans la sphère d'application de la loi de 1898, si la simulation de cette lésion concorde bien avec l'idée que nous nous faisons d'un accident de travail ; si l'on veut bien remarquer avec nous que le caractère lésionnel de l'accident doit dépendre d'une *cause* extrinsèque, indépendante de la volonté du sujet, comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire observer, on pourra facilement conclure que *c'est au nom de cet événement simulé ayant été invoqué comme capable de produire la lésion* que l'on pourra seulement dire : « cet individu est coupable » ; là est le vrai fondement du droit que tire l'action publique de l'art. 20 de la loi.

Nous ne dirons donc pas nous ne pouvons pas dire, « nous condamnons cet ouvrier comme coupable d'avoir *simulé une lésion entraînant une incapacité permanente* » (ou *passagère*) ».

Nais « nous condamnons cet ouvrier comme *coupable*
« *d'avoir simulé ou inventé un évènement anormal et*
« *soudain capable de produire la lésion dont il est at-*
« *teint actuellement* ».

Et, notre définition, celle de M. le PROFESSEUR RECLUS ayant précisément cette notion comme base, *représente par le fait même le fondement du droit négatif de l'ouvrier*, à l'indemnité dans le cas de simulation.

L'art. 20 de cette loi ne peut la méconnaître, et nous croyons qu'en s'en inspirant l'expert, le magistrat, seront sûrs de conformer leur avis ou leurs décisions à l'idée de justice.

Et voici donc, nous tenons à le faire observer encore une fois, que cette définition vient prendre une importance exceptionnelle ; aucun auteur n'avait fait remarquer cette gravité au point de vue de la loi pénale d'une bonne définition de l'accident ; et que si L'ART. 1^{er} de cette loi indique les cas dans lesquels l'accident est générateur du droit à l'indemnité pour l'ouvrier, L'ART. 20 de la même loi indique de même le cas où il peut en être privé. Eh bien une bonne définition de l'accident doit s'appliquer aussi bien à l'article 1^{er} qu'à l'art. 20 nous l'avons prouvé. Celle de M. LE PROFESSEUR RECLUS répond justement à l'un et à l'autre !

§ II. — La définition de l'Accident examinée au point de vue Médical ou Juridique.

Nous venons de voir combien était grande l'importance de la définition de l'accident, et quelles conséquences on peut tirer d'une interprétation ou d'une autre.

Mais, dira-t-on, le Juge n'a pas à s'occuper de semblables conceptions, ni même des rapports des experts médicaux ; il peut, partageant en cela les idées de M. le Directeur de l'Assurance et Prévoyance sociale, se « représenter la mission du médecin comme bornée à la « constatation, au traitement, et à la prévision des conséquences ultérieures du mal sans que ce dernier ait « à envisager les conditions dans lesquelles il a pris « naissance (Rémy) » ; la loi n'ayant pas défini l'accident, il est libre de donner des *solutions différentes* pour des espèces semblables en se conformant aux principes généraux du droit.

Et ainsi nous sommes ramenés à cette question : *doit-on donner à notre définition un fondement Juridique ou un fondement médical ?*

En étudiant d'un peu près les jugements concernant ces faits, en en réalisant la synthèse (et nous l'avons fait pour un nombre considérable d'entr'eux) nous croyons que pour le plus grand nombre de ces décisions de la Justice, le fondement *Juridique* apparent de la définition de l'accident l'emporte sur *la base médicale*.

La plupart du temps, les circonstances de lieu, de temps, les qualités des personnes deviennent les éléments essentiels et constitutifs de l'*Accident* ; et si pour être plus précis et faire comprendre ce que j'entends par fondement juridique de la définition d'*Accident* nous isolons de l'art. 1^{er} de la loi les mots « *du fait ou à l'occasion du travail* », nous verrons que dans un grand nombre de cas les éléments médicaux du litige sont plus ou moins négligés au profit des éléments juridiques constitués par les trois mots cités ci-dessus.

Mais, je démontrerai plus loin qu'en dernière analyse on retombe ainsi sur le mot important de notre définition et que le RAPPORT DE CAUSALITÉ ne saurait s'expliquer sans cela ; dans ce *rapport constitué par deux termes*, la *lésion* et l'*événement* anormal, la lésion fonctionnelle est l'élément *médical* que le Juge doit *forcément* admettre ; notre définition sera ainsi une solution mitigée de la question et c'est ce qu'exprimait Monsieur le PROFESSEUR RECLUS quand il disait : « Une définition doit défier toute équivoque, et grouper sous sa rubrique tous les cas que le bon sens et avec lui la *Jurisprudence* rangent parmi les accidents du travail. »

Ainsi donc, comme nous allons essayer de le montrer, pour nous cette définition doit être basée sur la science médicale ; hors de là point de salut et au lieu de concentrer toute notre argumentation sur les mots « *du fait ou à l'occasion du travail* » nous considérerons surtout les mots : lésion de l'organisme ou troubles fonctionnels qui dans tous les cas nous rendront compte du dommage causé.

Mais le bon sens même l'indique. Seule une définition ayant pour base la science médico-légale pourra servir les intérêts des parties et être conforme avec la saine justice.

Aussi dirons-nous avec M. Thébault en prenant l'exemple qu'il cite :

« Supposons un homme qui vient de choir d'un toit. La première question qui se pose est celle-ci : cet homme est-il ou n'est-il pas blessé ? Comment s'en assurer ? l'observation du médecin seule peut trancher la question. Quel autre homme est en effet susceptible de savoir s'il y a vraiment « *lésion de l'organisme*, que cette lésion soit une contusion simple et bénigne ou une fracture du crâne mortelle. Supposons que l'événement soit arrivé deux ou trois jours auparavant, l'homme présente au médecin un phlegmon en pleine évolution. Y a-t-il ou n'y a-t-il pas accident..... C'est sur lui, sur son opinion que repose la base même de la loi qui, sans son avis, est inapplicable. Pourquoi mettre en branle tout l'appareil judiciaire, si l'accident fondamental et cheville ouvrière de l'œuvre n'existe pas et si dans les cas soumis à son examen, l'homme de l'art trouve des maladies multiples, mais aucun accident ? La loi dès lors n'a plus sa raison d'être et tombe d'elle-même. Le terme *principal* et *fondamental* est donc *médical* et purement médical. »

Un homme dit-il encore vient à se piquer, est-ce un accident : oui ; un homme se pique et fait du charbon du phlegmon ou du tétanos ; est-ce un accident, non,

c'est une conséquence. Un homme se pique, fait un panaris et au cours de son traitement fait une pleurésie. Est-ce un accident ? La piqûre est un accident, le panaris une conséquence, et la pleurésie une maladie concomitante.

Comment jugera le magistrat qui, ignorant la médecine est incapable de discerner les nuances ? Et il ajoute avec raison : Ces affections retiendront seules l'attention du magistrat appelé à juger et confondant par *incompétence l'effet et la cause l'accessoire et le principal*.

Il pourra ainsi se trouver en face de cinq cas différents : *l'accident*, la *conséquence* de celui-ci, la *maladie ordinaire*, la *maladie professionnelle*, la *maladie concomitante*.

Est-il possible qu'une personne ignorante des choses de notre art puisse les différencier en connaissance de cause ?

Et ne voit-on pas tout ce qu'aurait d'étroit le fondement juridique d'une définition qui ne tiendrait pas compte de ces faits ?

Faute de ce guide précieux qu'est une bonne définition il arrive en effet fréquemment que le juge, comme le fait remarquer Beaumont avec justesse, « apprécie l'accident *d'après ses suites*, ses conséquences sur le sujet atteint ; or la loi a en vue l'accident et non les suites de celui-ci.

S'agit-il d'une orchite, la discussion, le jugement doit porter sur la cause qui l'a produite et non sur les

suites d'une affection, d'une maladie concomitante qui peut-être aussi bien la tuberculose qu'une infection urétrale, la torsion du cordon spermatique avec phénomènes d'étranglements testiculaires, des hématomes du cordon par rupture d'une veine de varicocèle, la syphilis ou un cancer.

Ainsi donc constater l'accident est résoudre un POINT DE FAIT et NON UN POINT DE DROIT, il y a là des circonstances matérielles qui sont déterminantes et qui une fois bien établies doivent entraîner la conviction.

Mais dira-t-on, le juge en s'appuyant parfois exclusivement sur les principes juridiques de la définition de l'accident est peut-être plus d'accord avec l'esprit de la loi que le médecin toujours davantage préoccupé de rechercher l'*étiologie* du mal dont souffre le patient ?

Pour répondre à cette question, il nous faut étudier maintenant l'accident tel que le comprend la loi, et ce faisant, nous pourrons voir qui de notre définition ou de celles qui l'on prend parfois pour guide est le plus d'accord avec l'esprit de la loi !

CHAPITRE III

§ 1. — L'Accident tel que le comprend la loi. —
La définition d'après les travaux préliminaires
de la loi. — Du système de l'énumération légale
des Accidents de travail.

Nous avons vu en étudiant l'histoire de la loi l'esprit particulier qui animait vers cette époque ses rédacteurs. L'article premier qui nous occupe fut discuté en séance publique de la Chambre le 28 octobre 1897 ; les orateurs qui prirent part à la discussion voulaient tantôt en préciser le texte au moyen d'une énumération légale et tantôt l'étendre à des cas qu'elle ne pouvait envisager ; tous cependant semblaient bien craindre que le mot « Accident » ne fut pas suffisamment clair et il ne fallut rien moins que l'énergique intervention de M. LÉON BOURGEOIS pour enlever les dernières hésitations

comme on va le voir par le dialogue suivant qui s'échangeait à ce moment : (1)

M. HENRY BOUCHER, ministre du commerce :

« Il importe de ne pas se méprendre et de ne pas *limi-*
« *ter* au lieu de l'étendre cette partie de la loi par une
« énumération qui serait d'autant plus limitative qu'elle
« serait plus explicite...

« Je reste absolument persuadé qu'il n'est pas
nécessaire d'ajouter les mots « ou toxiques » à l'énu-
mération de l'art. 1^{er}. « Quant à l'*Evénement malheureux*
« cité par notre collègue comme exemple, *je ne le com-*
« *prendrai pas* pour ma part et sauf examen plus complet,
« parmi ceux qui sont visés par notre loi ; car ce cas
« est celui d'un empoisonnement constitutionnel qui
« correspond à la définition de la maladie et non de
« l'*Accident*. »

M. JULIEN GOUJON :

« La mort est survenue en deux jours, M. le Ministre,
« ce n'est pas là une maladie ? »

M. LE MINISTRE DU COMMERCE :

L'art. 1^{er} commence par ces mots : « Les accidents
« survenus... » Eh bien, je suppose que dans une usine
« où l'on emploie des matières toxiques un ouvrier se
« trouve avoir absorbé accidentellement une substance
« toxique ou avoir été atteint par une éclaboussure

(1) Nous le reproduisons textuellement d'après le *Journal Officiel*, du 31 octobre 1897.

« d'acide ou de toute autre substance qui eut déterminé
« la mort ou une incapacité de travail ; le *caractère*
« *accidentel de l'événement* apparaît nettement et ne sau-
« rait être confondu avec un empoisonnement lent, avec
« une diathèse résultant de la pratique normale de la
« profession ; la victime peut être considérée comme
« ayant succombé à la suite d'un accident, sans qu'il
« eut été compris explicitement dans une *nomenclature*. »

M. JULIEN GOUJON :

« Si vous n'aviez pas fait d'énumération nous serions
« dans les termes de la Jurisprudence qui fait la distinc-
« tion que vous établissez ; mais, du moment que vous
« faites une énumération des industries protégées, il faut
« citer celle des produits chimiques. »

Monsieur BALSAN :

« Vous englobez dans la loi les accidents dus à la
« manipulation des engrais. »

Monsieur LE MINISTRE :

« Il est certain, dans l'hypothèse où se place M. Bal-
« san, que si un ouvrier transportant des matières putres-
« cibles ou descendant dans un puits ou dans une fosse
« est *subitement* empoisonné ou asphyxié par des gaz
« délétères il y a là le *caractère d'un accident*..... Est-
« il bien nécessaire de définir par une énumération
« aussi complète le caractère de l'accident qui résulte
« de la *définition grammaticale* du mot lui-même ?

« Les tribunaux appliqueront la loi dans son accep-

« ti n la plus large ; *l'extension* que vous croiriez don-
« ner au texte aboutirait, je le répète, à une limitation
« regrettable
.....

Monsieur LÉON BOURGEOIS :

« Il suffit d'avoir écouté les explications très claires
« mais très contradictoires en même temps qui ont été
« données sur le texte par M. GOUJON pour reconnaître
« que si dans l'art. 1^{er} de la loi nous nous lançons dans
« une série de modifications de détail, nous n'en sorti-
« rons pas. Je crois donc qu'il y a lieu de laisser à
« la Jurisprudence dont c'est la tâche, le soin de dégager
« du texte de la loi, les conséquences de *détail* que ce
« texte peut comporter. Ces conséquences, on les a rap-
« pelées tout à l'heure, il y a une différence fondamen-
« tale à faire entre *l'Accident, événement soudain et vio-*
lent et la *Maladie* qui est *au contraire un état continu*
« *et durable, née d'une cause également continue et du-*
« *rable.* »

Voilà les principes de la jurisprudence ; ils ne sont
« en aucune façon contestés par notre texte. La distinc-
« tion entre la maladie et l'accident, résulte du texte
« comme de la jurisprudence antérieure ; M. GOUJON
« peut-être certain que si par ce fait d'un toxique un vé-
« ritable accident s'est produit la loi s'appliquera. Si au
« contraire il n'y a pas accident c'est-à-dire *événement*
« *soudain et violent* la loi ne s'appliquera pas, parce

« qu'elle n'est pas faite en vue des maladies, mais en
vue des accidents
..... »

M. CHARPENTIER :

« L'art. 1^{er} a plutôt un caractère *énonciatif* que limi-
« tatif, c'est-à-dire d'exemples que l'on indique la plu-
« part des cas connus où les accidents devaient se pro-
« duire, en se préoccupant autant que possible de les
« embrasser tous... Hors de là, tous les accidents sur-
« venant dans l'exercice du travail sont prévus dans le
« cadre de la loi et régis par ses dispositions.... »

On peut voir que les mots qui définissent l'accident dans cette longue citation qu'il était nécessaire pourtant de donner intégralement sont pour quelques-uns ceux qui allaient apparaître plus tard dans notre définition, avec quelque variante cependant, au point de vue du mot violent que l'on trouve dans la déposition de M. Léon Bourgeois et que nous discuterons plus loin, mais que le procédé employé a été le même que celui que devait prendre plus tard M. le PROFESSEUR RECLUS pour arriver à sa définition.

En effet, que disait M. le Ministre du Commerce dans le texte cité plus haut : « Le caractère de l'accident résulte de *la définition grammaticale* du mot lui-même ». M. RECLUS, lui, nous dit (Clinique de l'Hôtel-Dieu, Avril 1911) Nous nous sommes contentés d'ouvrir un dictionnaire et nous avons lu : “ *Accident* ”, « événe-

ment imprévu et soudain ». Notre définition était trouvée.

Cependant, en examinant de près ce compte rendu, on peut y voir l'origine, l'amorce d'un système qui fut proposé plus récemment encore en Belgique, lors de la discussion de la loi sur les accidents de travail en 1903.

Ici, l'énumération ne concerne que les industries particulières où l'accident peut se produire ; mais n'eut-on pas pu comme plusieurs personnalités l'avaient demandé indiquer nettement dans un décret particulier « *les affections causées par l'accident* » et *rentrant dans la sphère d'application de la loi*.

Sans nous attarder à discuter cette théorie rejetée actuellement par la majorité des auteurs, faisons seulement remarquer que le fait d'inscrire par exemple dans un décret que telle affection traumatique est un accident ne supprime pas le doute où nous sommes encore ; nous savons assez que le plus fréquemment les faits cliniques n'ont pas la simplicité qu'on serait tenté de leur accorder qu'il y a plus souvent des malades que des maladies ;

Ce système d'ailleurs supposé admis n'aurait pas résolu le problème puisque nous avons suffisamment insisté sur la recherche du *fait anormal* qui doit être à la base même de la définition.

C'est d'ailleurs un système de juriste, reposant moins sur des idées que sur des mots n'ayant par ce fait même qu'un intérêt purement historique, et qui eut abouti en dernière analyse à restreindre considérablement la portée de la loi, à faire supporter à l'ouvrier les erreurs possi-

bles de diagnostic et à lui dénier toute indemnité en face d'une lésion pourtant facilement constatable.

§ 2. — La définition de l'Accident d'après les circulaires ministérielles. — Le rapport au Sénat de 1903.

La loi du 9 avril 1898 n'entre en vigueur qu'au mois de juillet 1899. Dès le début, comme le dit M. Thébault, surgissent de toutes parts des mécontentements, partout incertitude et contradiction, les uns ignorant quelle est leur part exacte de responsabilité ; les petits patrons, boulangers, bouchers, etc., se demandent avec anxiété s'ils sont compris dans la loi, beaucoup d'ouvriers s'ils ont droit à l'indemnité en cas d'accident. Chaque tribunal interprète le texte à sa façon : presque autant de jugements contradictoires, que de jugements rendus. Faut-il citer, ne serait-ce que pour l'intérêt documentaire, cette définition curieuse du tribunal de Versailles (1901). « l'Accident est toute atteinte à la vie » ! Mentionner avec Remy l'insolation « rangée au nombre des cas de force majeure dans une circulaire du garde des sceaux, et dans la circulaire suivante, cette même insolation déclassée, sans autre raison qu'un document isolé de jurisprudence, survenu dans l'intervalle ».

C'est alors qu'en présence de tous ces faits apparais-

sent les circulaires ministérielles destinées à éclairer les juges !

Celle de M. LEBRET (10 juin 1899) contenait cette définition de l'accident si souvent citée :

« L'Accident tel qu'il faut l'entendre dans notre matière consiste dans une LÉSION corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Nous n'hésilons pas à le dire cette définition est mauvaise, et elle a eu malheureusement une grande influence sur les décisions des tribunaux ; dans maints jugements on la retrouve transcrite intégralement avec les attendus suivant qui la complètent « attendu que la loi ne s'applique pas aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable, tel que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation de substances vénéneuses, l'absorption de poussières nuisibles à la santé. . . ».

Cette définition a eu pendant un certain temps un sort heureux puisqu'elle fut adoptée telle qu'elle ou à l'état de combinaison par un certain nombre d'auteurs dont nous verrons les définitions : PAULET (congrès International, Paris 1901), JAMIN (Thèse Paris 1902), RAMÉ (Thèse Paris 1901), puisqu'elle fut reproduite plus tard par un autre Garde des Sceaux, Monsieur MONIS, dans sa circulaire du 22 Août 1901.

Entre temps, Monsieur MILLERAND donnait dans sa circulaire du 24 avril 1899 une définition basée sur une notion beaucoup plus précise de la conception de l'Accident ; il disait :

« *L'Accident est la conséquence immédiate et prochaine d'un événement soudain et dommageable au corps humain* ».

On peut regretter que cette définition n'ait pas été introduite dans la loi, car avec sa notion parfaitement claire de l'événement soudain comme cause de l'accident, elle marque un grand progrès sur ses devancières; pourtant elle ne nous renseigne pas sur le caractère « imprévu » de l'accident et laisse ainsi en dehors d'elle un fait important dont nous avons déjà eu l'occasion de parler : *la simulation*.

C'est ce qu'avait bien compris M. GUESSE quand il écrivait :

« *L'Accident proprement dit résulte d'un événement imprévu auquel on ne peut se soustraire*. Cependant, cette formule est trop exclusive et il est nécessaire de bien remarquer que les deux termes : *Événement imprévu*, qui font partie de notre définition sont nécessaires, mais suffisants. Y ajouter ces mots : « auquel on ne peut se soustraire ». C'est trop dire, c'est restreindre abusivement la portée de la loi.

En effet, il ne s'agit rien moins que de « soustraire à l'application de la loi les ACTES DE DÉVOUEMENT commis par des ouvriers.

Un manœuvre voit un bloc de pierre prêt à se détacher des parois d'une carrière. Il le retient, *il prévoit* le grave dommage qui va en résulter pour lui, *il pourrait s'y soustraire*. Et cependant il préfère être victime

d'une lésion peut-être sérieuse pour sauver ses camarades.

La formule de M. GUESSE lui refuserait toute indemnité. La nôtre, au contraire, la lui accordera, d'accord en cela avec la justice et l'humanité.

En 1903 parut le RAPPORT de M. CHOVEL concernant les « MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LA COMMISSION DU SÉNAT A LA LOI DU 9 AVRIL 1898. »

J'y ai vainement cherché un éclaircissement à la question qui nous occupe ; le rapport dit seulement que la loi en « donnant à tout accident *quelle qu'en fut la cause* (cas fortuit, force majeure, faute légère et même « faute lourde) le droit à l'indemnité, avait entendu en « même temps limiter cette indemnité à une partie seulement du dommage causé ; d'où cette conséquence « c'est que chaque accident ne pouvait plus donner lieu « qu'à une réparation *transactionnelle*. »

C'est donc la théorie forfaitaire et transactionnelle qui réapparaît ici ; je crois avoir suffisamment montré plus haut que cette base ne peut être admise qu'autant que l'on a défini l'accident, et qu'il n'y a pas de transaction possible fondée sur une notion purement subjective, puisque le juge, pour deux espèces semblables, n'est pas forcé d'accorder la même indemnité, ni la même rente.

Nous pouvons donc conclure, comme le fait M. Thébault, que jusqu'ici les commissions ou les circulaires ont admirablement développé, étudié le principe *accessoire*, laissant dans l'ombre le *principal* qui est resté

lettre morte. D'ailleurs, les commissions n'envisagent le plus souvent que le côté administratif de la question et le côté pratique est généralement laissé de côté ;

N'y aurait-il pas lieu en tout cas de faire solutionner les questions délicates touchant à l'application de la loi de 1898 par des Corps SPÉCIAUX dans lesquels l'élément médical serait cette fois représenté, on aurait aussi il nous paraît un ensemble de doctrine homogène ; ces organismes existent à l'étranger, en Allemagne notamment où ils rendent de grands services, pourquoi n'en serait-il pas de même ici ; sans doute le Comité consultatif des assurances représente l'embryon de cette organisation future, sorte de TRIBUNAL ARBITRAL où les questions délicates seraient résolues et dûment solutionnées par l'élite du Corps médical et de la Magistrature.

§ 3. — L'Accident dans la Jurisprudence

Cette partie de notre travail est certainement la plus délicate, et il est fort difficile de donner une vue d'ensemble des différents systèmes de définition qui se sont partagés les faveurs de la justice dans les jugements ou arrêts rendus. — Cependant après étude consciencieuse d'un grand nombre d'entre eux il est possible je crois de synthétiser l'ensemble de tous ces faits et de les classer ainsi :

1^o Jugements ou arrêts se fondant surtout sur le *Ca-*

ractère Lésionnel de l'accident pour accorder la rente.

2^o Jugements ou arrêts se fondant surtout sur le caractère *éventuel* de l'accident. Ils sont fréquents et bien d'accord avec la définition enseignée par M. le Professeur Reclus.

3^o Jugements ou arrêts se fondant surtout sur le *Rapport de causalité* entre l'événement, la lésion et le travail ; les Jugements mettent dans ce cas en avant le fondement Juridique de l'accident, tel que nous l'avons déjà défini.

4^o *Tendances nouvelles* des arrêts ou jugements se manifestant seulement depuis quelques années et visant à étendre en dehors même des limites prévues par la loi, le bénéfice de celle-ci à presque tous les accidents indistinctement.

Il suffit qu'un ouvrier soit atteint d'une lésion pendant son travail, en l'absence de tout accident, pour être indemnisé ; il n'est pas nécessaire d'après cette nouvelle théorie « que l'accident ait été la cause exclusive de l'incapacité » (Cassation 22 décembre 1909) pour prendre *l'attendu* de l'arrêt de la Cour qui la consacre. C'est dire par exemple si cette Jurisprudence se généralisait, que la Hernie-Accident et la Hernie-Maladie seraient placées presque sur le pied d'égalité. On voit d'ici les conséquences !

Examinons donc maintenant quelques Jugements ou arrêts confirmant cette manière de voir :

Cour de Bordeaux (2^e Chambre, 27 mars 1907). — Pour qu'il y ait accident de travail il faut qu'il y ait eu *traumatisme*

c'est-à-dire *action soudaine et violente d'une force extérieure et lésion consécutive* ou tout au moins survenance également soudaine d'un état pathologique se reliant au travail, ne provenant pas de l'exercice normal de la profession et auquel il est possible d'assigner *une date et une origine certaine* ; en conséquence, n'est pas victime d'un accident du travail, l'ouvrier scaphandrier qui est atteint d'une congestion pulmonaire déterminant la tuberculose, à la suite de refroidissements répétés et contractés dans l'exercice normal de la profession.

Cette action soudaine et violente d'une *force extérieure* n'est généralement pas admise par la jurisprudence pour l'application de la loi et par suite elle ne figure pas dans les termes qui doivent constituer la définition d'un accident de travail ; en l'exigeant on en arriverait à exclure les hernies provoquées par un simple effort, l'entorse tibio-tarsienne, la congélation des mains, l'insolation, etc., dont nombre de décisions ont cependant reconnu le caractère accidentel.

Cour d'Appel de Paris, 9^e chambre, 28 juillet 1908. —
« La chute d'un camionneur lorsqu'elle est la conséquence
« d'un état morbide ne constitue pas un accident, il appar-
« tient au demandeur de prouver que *sa blessure* est due à
l'action soudaine et violente d'une cause extérieure.

C'est ici la définition de LEBRET qui est employée par la cour, et que nous avons déjà critiquée.

Cour de Lyon, 3^e chambre, 30 Juin 1910 : « L'Accident de Travail doit s'entendre d'une BLESSURE sous l'action d'une force violente agissant d'une manière soudaine et inattendue et en dehors de la volonté de la victime. ».

Besançon, 2^e chambre, 24 juin 1910. — « L'accident est causé par l'action soudaine et violente d'une force extérieure. »

PLUS NOMBREUSES sont les décisions ayant pour base l'ÉVÉNEMENT cause de l'accident, *par conséquent bien d'accord avec notre définition.*

Tribunal Paix, Paris, 17^e arr., 21 mars 1900. — *Civil, 10 juin 1902.* — L'ouvrier ou les ayant droits sont tenus de prouver l'ÉVÉNEMENT même de l'accident en conformité de ce jugement :

Chambre des requêtes. — 23 juillet 1902 ; 23 décembre 1903 ; 4 mai 1905.

« Et il appartient aux juges du fond de décider souverainement d'après les faits et documents de la cause si le demandeur rapporte CETTE PREUVE (*de l'évènement*). (*Requête 8 juillet 1902 ; 28 janvier 1903*).

« Cette preuve de l'évènement peut d'ailleurs résulter de « simples présomptions graves, précises et concordantes. »
« *Tribunal civil de Nancy, 21 mai 1901 ; Lyon 7 juin 1900.*

« L'ÉVÉNEMENT constitutif de l'Accident doit être tel qu'il « puisse produire les mêmes effets sur toute personne qui se « serait trouvée dans des conditions identiques à la place de « la victime pour accomplir le travail ». (*Lyon civ. 3 mai 1901*).

« Un accident ne peut être réputé, survenu à l'occasion du « travail, si le fait générateur (l'évènement) est complètement « étranger à la tâche qu'accomplissait l'ouvrier, (*Paris, civ. 3 mai 1901*).

Il a été jugé que « la demande des ayant-droits de l'ouvrier « doit être repoussée quand d'après les constatations médica- « les, l'accident n'était susceptible d'occasionner qu'une inca-

« pacité de travail de 4 mois sauf complications et que ce-
« pendant l'ouvrier a succombé 6 jours après l'accident à une
« congestion cérébrale suraiguë qui peut être attribuée à une
« chute de cheval que l'ouvrier avait faite autrefois. (Ch. des
« requêtes, 27 avril 1903).

Ici encore la Cour n'a pu apercevoir *l'Évènement* cause de l'accident; de même dans l'espèce suivante :

« La réalité d'un accident ne saurait être considérée comme
« établie alors que la déclaration n'en a été faite au patron qu'a
« près plusieurs mois, que les témoins entendus dans l'enquête
« n'ont rien vu et que l'ouvrier lui-même a varié dans ses affir-
« mations. On ne peut faire résulter une preuve suffisante de
« l'accident de cette circonstance que l'ouvrier en fit le récit
« dans la journée à deux personnes et qu'il a été conduit le soir
« à l'hôpital parce qu'il souffrait du genou. . . (Paris arrêt du
22 juin 1909).etc., etc.

Dans tous ces jugements parmi lesquels nous avons pris les plus importants ainsi que les arrêts de la Cour qui les confirment nous trouvons indiqué bien nettement le caractère *éventuel* de l'accident exigé pour donner lieu à l'application de la loi. Tantôt il apparaît directement, tantôt on l'aperçoit non moins clairement à travers les attendus du jugement. L'ouvrier n'est pas cru sur parole ; le tribunal, la Cour veulent qu'on leur démontre le fait anormal cause de cet accident, et il doit rapporter cette preuve de *l'évènement* (Rég. 8 juillet 1902, 28 janvier 1903) *imprévu*.

Si non, la lésion a bien pu sans doute se produire, *par le fait du travail* (par l'outillage du patron) ou à

l'occasion du travail (envoi par le patron dans un endroit dangereux extérieur à l'usine) mais, rien ne prouve que *sans intentions dolosives* l'ouvrier pris d'un trouble mental subit comme cela se voit au début de la paralysie générale par exemple n'a pu provoquer lui-même ces lésions.

C'est ce qu'indique avec une haute idée du sujet qui nous occupe le jugement du tribunal de Lyon 3 mai 1905 quand il dit... l'événement doit produire les mêmes effets *sur toute personne* qui se serait trouvée dans des conditions identiques à la place de la victime...

Ainsi donc dans tous ces cas, les attendus sont bien d'accord avec notre formule ; ils sont conformes à la justice et au bon sens.

Voyons maintenant ce que dit la jurisprudence au sujet du *Rapport de causalité*, comme constitutif de l'accident. — « Un ouvrier ou ses ayant-droits sont tenus
« de prouver directement la relation de causalité entre
« l'accident et le travail.

Trib. civ. Lyon 6 août 1901 ; *Nancy* 22 février 1902 ; *Ch. des requêtes*. 8 juillet 1902 ; 19 janvier 1903 (2 arrêts) 27 avril 1903.

Chambre des requêtes 28 janvier 1903. — Une fracture de jambe consécutive à une chute légère ne peut donner droit aux indemnités réglées par la loi de 1898 si, bien qu'elle se soit produite au même membre et au même endroit qu'une autre fracture survenue au cours du travail six mois auparavant, rien n'établit qu'il y ait entre l'une et l'autre la *Relation de cause à effet* telle que la seconde doive être regardée comme une conséquence de la première.

En ce sens aussi :

Caen, 17 décembre 1900; *Le Havre*, 18 janvier 1900; *Lyon*, 22 février 1900. — Il en est ainsi quand un courant électrique foudroie un charretier qui, envoyé par son patron sur un chantier afin d'effectuer un chargement, abandonne son attelage, et s'approchant d'un treuil électrique *par pure curiosité*, pose la main par inadvertance, sur un fil chargé d'électricité, notion de causalité absente (*Civ. le Havre*, 18 janvier 1900) etc., etc.

4^e Nous avons dit que dans ces dernières années la notion d'accident, faute d'une définition adéquate avait subi une regrettable extension : l'arrêt suivant qui nous a été obligeamment communiqué par M. LE PROFESSEUR RECLUS va nous le montrer :

Paris, Cassation, 22 décembre 1909. — « Attendu que toute « lésion dont le travail même normal a été la cause ou l'occasion, doit être considéré comme résultant d'un accident au « sens de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898.

« Attendu que le jugement attaqué refuse à Q..., ouvrier « d'A. et Cie, atteint d'une hernie au cours de son travail, le « bénéfice de la loi par cet unique motif que cette hernie a « été la simple conséquence d'un effort approprié à son travail normal :

« Qu'en statuant ainsi, ledit jugement a violé l'art. susvisé, « casse, etc.... »

Si la Chambre civile avait entendu donner une définition de l'accident de travail, elle n'aurait sans doute point adopté une formule qui paraît de nature à soulever les plus graves objections ; l'arrêt déclare en effet

que « toute lésion dont le travail même normal a été la cause ou l'occasion, doit être considéré comme résultant d'un accident au sens de l'art. 1^{er} ».

Or une lésion peut avoir une cause interne aussi bien qu'une cause externe.

Elle peut se produire peu à peu par l'action d'une cause persistante ; la formule employée par la Chambre Civile aboutira donc à assimiler la *maladie professionnelle* à l'accident. D'autre part si toute *lésion* survenue à l'occasion du travail même normal doit être considérée comme résultat d'un accident, on peut se demander en quoi consistera l'accident.

Ce ne sera pas la *lésion* puisque celle-ci d'après la formule même résulte de l'accident.

Ce ne sera point un *fait anormal* et exceptionnel survenu au cours du travail puisque la même formule prévoit une lésion apparue au cours d'un travail normal.

Strictement entendue, la définition donnée par la Chambre Civile aura pour résultat de rendre la loi de 1898 *applicable à toute lésion* dont le travail a été la cause ou l'occasion, *en l'absence de tout accident*. Or l'accident suppose nécessairement l'action soudaine d'un événement imprévu.

Nous voyons donc ici encore l'avantage de l'adoption d'une formule de définition claire et précise telle que la nôtre : on éviterait ainsi de tomber dans des errements déplorables à tous égards. — peu de temps après pourtant la *Cour de Nancy, 30 novembre 1910* suivait cette voie et à son tour déclarait :

« Le risque professionnel mis par la loi à la charge du
« patron n'est pas seulement d'après la jurisprudence la plus
« récente celui qui est inhérent à la besogne propre de cha-
« ouvrier, mais bien, celui qui résulte de l'ensemble des
« moyens de production mis en œuvre dans une industrie
« pour atteindre une production déterminée qu'il *n'est pas*
« *indispensable* par suite pour qu'un accident devienne géné-
« rateur d'indemnité *qu'il soit en corrélation étroite avec le*
« *travail* qu'il suffit que la lésion se soit produite dans l'ate-
« lier pendant le travail..... »

Telles sont donc les tendances les plus importantes de la jurisprudence, qui à la vérité sont parfois changeantes. Remarquons seulement, avec M. Renaut, que si, dans certains cas, la loi semble injuste dans son application pour l'une ou l'autre des parties, cette injustice apparente est compensée dans d'autres arrêts et que *l'ensemble* de tous est bien d'accord avec le rôle, l'utilité sociale que doit avoir cette loi.

Il nous reste à voir maintenant, après avoir étudié successivement les raisons du silence de LA LOI dans la définition de l'accident, son importance générale, le sens qu'elle était censée avoir voulu lui donner ainsi que la jurisprudence, *le remède* que nous proposons à toutes ces variations :

Etudier la définition proposée et enseignée par M. le Professeur Reclus fera donc l'objet de notre seconde partie.

Bien renseignés sur les termes qui la composent et les ayant bien compris, nous l'opposerons dans un dernier chapitre aux autres définitions proposées par les auteurs.

DEUXIÈME PARTIE

Etude de la Définition de l'« Accident » de Travail

de Monsieur le PROFESSEUR RECLUS

CHAPITRE PREMIER

Etude de ses différents termes

§ 1^{er}. — Ce que doit être une bonne définition

Nous avons montré plus haut qu'une définition de l'accident de travail ne saurait être que *médicale*.

Comme telle elle doit présenter les caractères que la philosophie assigne aux définitions scientifiques.

C'est pour répondre à ces règles que M. Reclus nous dit que sa définition est *courte* et *évite toute équivoque* et en effet une définition scientifique doit être claire et CONCISE.

Que dire en effet de ces définitions de l'accident si complexes que l'esprit a peine de prime abord à com-

prendre ce que l'auteur a voulu dire et à l'appliquer au cas particulier qu'il veut solutionner. Dans ce cas les philosophes nous expliquent que la définition (qui doit aussi être générale) *perd* par le fait même *sa généralité*. La définition doit encore être RÉCIPROQUE c'est-à-dire s'exprimer par une proposition réciproque.

Quand je dis : l'Accident est une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure » ma proposition n'est pas réciproque car en en renversant les termes je dirais : « Toute cause extérieure provenant d'une action soudaine produit une lésion corporelle », ce qui n'est pas.

La définition doit enfin seulement s'appliquer à l'objet défini, être en un mot *précise*, s'appliquer uniquement à l'Accident de travail et non à la maladie professionnelle. Car, comme le dit LITTRÉ, la définition est « l'énonciation des attributs qui distinguent une chose, « qui lui appartiennent en propre à l'exclusion de toute « autre ».

Mais ce n'est pas tout, une définition telle que celle qui nous occupe doit encore répondre à un but plus précis. Elle vise à définir un fait « l'Accident » ÉNONCÉ DANS UNE LOI. Or le mot accident on ne le trouve pas seulement mentionné à l'article 1^{er}, mais encore dans un certain nombre d'autres article 2, 7, 10, etc... et surtout **10** et **20** qui sont à notre avis très importants pour le point que nous étudions.

Beaucoup d'auteurs ont trop oublié cette simple remarque, ont édifié des définitions qui, plus ou moins

discutables ne répondent pas à la *loi française du 9 avril 1898*.

Une bonne définition doit pouvoir s'adapter autant que faire se peut à ces articles, car elle doit définir non pas l'accident de travail, mais, l'accident tel qu'il résulte de la loi de 1898, ce qui n'est pas la même chose.

Aussi ne craignons nous pas de dire que notre définition, celle de Monsieur le PROFESSEUR RECLUS répond le plus possible à cette idée, et laisse certainement bien loin derrière elle toutes les autres formules sous ce rapport.

Elle est en harmonie avec l'art 19 : elle permet l'action en révision. Elle laisse place au fait nouveau ;

Les peines que prévoit la loi contre celui qui a intentionnellement provoqué (art. 20) l'accident y trouvent leur raison d'être.

Telles sont les qualités que l'on peut reconnaître à la définition de M. LE PROFESSEUR PAUL RECLUS et qui est la suivante :

On nomme accident de travail ;

**UN ÉVÉNEMENT IMPRÉVU ET SOUDAIN,
SURVENU DU FAIT OU A L'OCCASION DU
TRAVAIL. ET QUI PROVOQUE DANS L'ORGA-
NISME UNE LÉSION OU UN TROUBLE FONC-
TIONNEL PERMANENT OU PASSAGER.**

Nous allons maintenant en commenter les termes fondamentaux, en faisant remarquer que cette formule est de plus d'accord avec un ensemble de jugements qui

l'ont prise pour base ce qui, dans un sujet comme celui-ci ne forme pas un mérite d'une minime importance bien au contraire !

§ II. — Etude de L' « ÉVÉNEMENT »

L'Accident, dit LITTRÉ, « est-ce qui advient fortuite-
« ment ; c'est un *événement* malheureux ; c'est un *phé-
« nomène inattendu* qui survient au cours d'une maladie
« et l'aggrave » ; nous retrouvons ainsi là la signifi-
cation étymologique du mot (Accidère, accidit, il arrive
par hasard) qui sert de base à notre définition.

Car, en effet, « dire que l'accident est *toute lésion, tout
trouble fonctionnel* . . . , c'est prendre l'effet pour la cau-
« se, confondre la blessure avec l'accident, et, par exem-
« ple, la fracture de jambe avec le coup de pied de che-
« val qui l'a provoqué. Or il y a là une cause d'erreur
« très grave, et grâce à l'équivoque créé par ce double
« sens, récemment un expert, dans un rapport sur une
« hernie inguinale, considérant l'issue de l'intestin à
« travers l'anneau comme constituant l'accident ne son-
« gea pas à se demander s'il y avait eu accident au sens
« propre du mot. S'il n'y avait pas eu de contre exper-
« tise, le tribunal eut été exposé à indemniser comme
« hernie traumatique une hernie qui sans conteste est
« professionnelle . . . »

« Ainsi comprise cette définition ayant pour base l'é-
« vénement répond à des faits plus paradoxaux encore

« et que la jurisprudence fait rentrer sans conteste dans
« les accidents du travail. L'accident, les violences ex-
« térieures telles que les réclament les définitions an-
« ciennes font défaut, et l'enquête ne s'enquiert même
« pas du traumatisme qui aurait pu entamer l'épiderme
« et ouvrir la voie à l'Inoculation. Ainsi dans les indus-
« tries qui utilisent les dépouilles des animaux morts
« peut-être du charbon, le mouton, le bœuf, l'appari-
« tion d'une pustule maligne chez l'ouvrier suffit pour
« mettre en cause le patron, ici l'événement imprévu et
« soudain *n'est pas l'excoriation de la peau mais la ma-
« nipulation* d'objets souillés par la bactéridie de Da-
« vaine.

« La syphilis elle-même, évidemment dans des cas
« plus spéciaux encore, peut devenir un accident de
« travail. Le chancre des lèvres d'un souffleur de verre
« sera indemnisé, si la victime démontre que l'ouvrier
« qui lui a passé la canne à souffler est atteint des lésions
« contagieuses de la vérole. Je ne saurais trop insister,
« car dans ces cas, les définitions classiques étaient in-
« pérantes, tandis que la nôtre les vise nécessairement :
« *la présence de la bactéridie charbonneuse* ou du *tré-
« ponème de l'avarie*, constitue, dans l'espèce *l'accident*,
« *l'événement* imprévu et soudain ». (Reclus, clinique de
l'Hôtel-Dieu, Avril 1911).

Mais, ce n'est pas tout, ce fondement si remarquable
de la définition peut nous servir de *critérium* dans un
cas sur lesquels nous désirons attirer l'attention : à sa-
voir, *la mort subite*.

« Un ouvrier est trouvé mort le matin à 7 heures dans
 « une partie de l'usine où l'appelait son travail. Il existe
 « des lésions que l'on peut attribuer à une chute mais
 « ne pouvant discerner *l'événement* cause de l'accident,
 « le tribunal, à juste titre déboute la veuve de l'ouvrier. »
 (Civ. Lille, 1^{re} ch., 30 mai 1909).

Et cependant dans ce cas, les lésions étaient patentés; elles avaient été produites dans un endroit où l'ouvrier était appelé par son travail, et néanmoins la loi n'a pas joué parce que l'événement, cause de la lésion, n'a pas été démontré.

Et en effet, il aurait pu dans ce cas y avoir *suicide*, imprudence, faute lourde, etc., toutes conditions qui ne répondent pas à l'existence d'un *événement imprévu*.

Sans doute, dira-t-on l'autopsie du sujet nous renseignera souvent; il s'agira d'insuffisance aortique, ou mitrale; d'abcès du cerveau ayant évolué à l'état latent de brightiques en imminence d'urémie, et l'on sait BROUARDEL y a beaucoup insisté combien sont fréquentes les morts subites par le rein; il est cependant des cas où l'autopsie la plus minutieuse n'a pu faire découvrir de lésions et la mort subite due probablement à des phénomènes d'inhibition cardiaque encore inexpliqués survient sans signes prémonitoires, c'est à ces faits que s'appliquera la recherche de l'événement imprévu cause de l'accident.

Nous verrons en étudiant les mots *imprévus et soudains* combien la *simulation* est facilement, grâce à notre définition, écartée de l'accident.

Il nous faut maintenant nous renseigner un peu plus complètement sur ce que nous entendons par ces *événements d'où résultent les Accidents de travail*, il nous faut en un mot *étudier leurs causes* : Autrefois A. BEAUMONT (De l'Accident, Moniteur des Assurances, 1901) admettant l'existence de quatre états de la matière avait envisagé les Accidents causés par les corps solides, liquides, gazeux électrisés.

Plus récemment (1904), M. V. THEBAULT a étudié ces causes en partant d'un point de départ plus scientifique, en apparence, en se basant sur la théorie de SIR WILLIAM CROKES, théorie unitaire de la matière.

« La Science, dit-il, tend de plus en plus à ramener l'infinie variété de la nature à l'unité ; la nature témoigne de son action par ses manifestations.

« L'Accident a toujours pour cause une de ces manifestations. Il distingue un événement, une cause de nature *physique*, comprenant elle-même les manifestations thermiques, mécaniques, électriques, lumineuses, radioactives (radium rayons X, rayons de Becquerel, etc.

« Une cause de nature *chimique* comprenant elle-même les manifestations caustiques ou toxiques et enfin une cause de nature biologique.

« Il importe de remarquer, dit-il, que les corps agissent très souvent par plusieurs de leurs manifestations ; c'est ainsi qu'une barre de fer rouge qui tombe sur le pied d'un ouvrier agira à la fois par choc et chaleur ; considérant ensuite les manifestations mécaniques, il nous dit que si l'agent extérieur est *contondant*, il y a

contact avec l'agent vulnérant qui n'agit *qu'une seule fois* pour produire avec *violence* et soudaineté une *blessure au point d'application* ; on a ainsi les contusions musculaires, nerveuses, vasculaires ; les ruptures tendineuses, vasculaires, nerveuses, les fractures, les entorses, les luxations, les broiements de membres.

2^e Si l'agent extérieur est *piquant* ou *tranchant*, les mêmes éléments caractéristiques si retrouvent avec cette particularité qu'il y a exposition à l'air extérieur, particularité qui n'acquiert d'importance qu'au point de vue des complications.

« Comme le dit avec juste raison M. le Professeur
« RECLUS, le traumatisme en lui-même peut être presque
« insignifiant et consister en une piquûre d'apparence
« innocente, en un frottement médiocre qui soulève légèrement l'épidermè. Car, ici, *l'événement* soudain se
« complique de la pénétration dans les tissus de germes
« pathogènes qui vont allumer quelque infection, lymphangite, erysipèle, phlegmon diffus, plus encore,
« septicémie foudroyante ou tétanos. Quelque formidable que paraisse le désaccord entre la futilité de
« l'agent vulnérant, l'insignifiance de la lésion primitive
« et la terrible brutalité de la complication, le patron
« ne saurait se dérober, sa responsabilité reste entière,
« la loi est déclanchée et la revendication du blessé doit
« être accueillie. »

Cependant, l'auteur précédemment cité, fait remarquer à juste titre qu'un ou plusieurs caractères de ce traumatisme peuvent faire défaut ; c'est aussi ce que nous

apprend M. le Professeur RECLUS quand critiquant l'ancienne définition qu'il avait donnée de l'*Accident* dans une de ses cliniques (Avril 1909. Hôtel-Dieu. Comptendu Gaz. des Hôpitaux, p.649) : à savoir : « Toute lésion, tout trouble fonctionnel provoqués par un effort exagéré ou par une *violence extérieure* soudaine et survenus du fait ou à l'occasion du travail ». Il nous dit actuellement que *la violence* peut manquer, *la blessure* faire défaut. . . . Et cette définition ayant pour base l'*événement* « répond à des faits plus paradoxaux encore et que la Jurisprudence a fait rentrer sans conteste dans les accidents du travail. L'accident, les violences extérieures telles que les réclament les définitions anciennes font défaut et l'enquête ne s'enquiert même pas du traumatisme qui aurait pu entamer l'épiderme et ouvrir la voie à l'inoculation.

« Le frottement répété d'un corps solide, tel qu'un morceau de bois, pourra déterminer au niveau du coude, du genou le développement d'une bourse séreuse anormale ou l'altération d'une bourse séreuse normale : tel l'hygromu des frotteurs, parqueteurs, maçons, asphalteurs qui siège au niveau du genou. L'hygroma des tailleurs qui siège au niveau de la malleole externe. La bourse presternale des ébénistes, des menuisiers est bien connue. Il en est de même des lipômes de la nuque des forts de la Halle, et sus-claviculaire des meuniers » (Thébault).

Enfin parmi les troubles fonctionnels que peut déterminer dans l'organisme un *événement* imprévu il n'en est pas de plus intéressant à étudier que ceux dus à

l'action de la sensibilité de l'organisme sur l'équilibre fonctionnel du corps : notre définition nous permet précisément de les y faire rentrer. Et sa supériorité est de ce fait très grande sur les autres formules. Il en est ainsi par exemple de LA PEUR.

Ce trouble émotif pourra engendrer des conséquences fort graves : ce seront des aphasies, des troubles épileptiformes et parfois des troubles hépatiques, et cardiaques.

M. le professeur Reclus a coutume de citer le fait suivant :

« Il s'agissait d'un ouvrier qui avait senti tout à coup
« la manche de sa veste saisie par une roue de transmis-
« sion ; pendant quelques secondes il eut l'horrible cer-
« titude que l'engrenage allait le broyer. Heureusement
« l'étoffe céda sous un effort désespéré. Mais peu après
« un *Ictère émotif* survint qui nécessita un séjour de
« plus d'une semaine à l'hôpital. Or la compagnie d'as-
« surance refusait de payer le demi-salaire, car, pour
« elle la *peur* n'était pas un accident de travail. Nous
« n'avons pas hésité à conclure contre elle et nous ne
« doutons pas que le tribunal n'ait attribué au deman-
« deur son indemnité temporaire. »

Et ainsi en sera-t-il de même des *Nevroses traumatiques* bien étudiées par Vibert : parole hésitante, vertiges, étourdissements, palpitations avec accélération du pouls, cephalée gravative et opiniâtre ne sont souvent que les troubles qui accompagnent un ébranlement des centres psychiques dus à un événement imprévu et soudain. Notre définition d'accord en cela avec la jurispru-

dence les comprend à juste titre dans l'accident du travail. Et remarquons bien que, cependant elle ne nous parle pas de « troubles psychiques » ; nous faisons ainsi dans la définition l'économie de deux mots ce qui dans notre sujet est de toute première importance. Nous en avons assez dit pour montrer toute la valeur de ce premier mot qui justifie les développements ou nous avons dû entrer. Nous pouvons donc résumer ce paragraphe en quelques mots, en disant que l'accident n'est pas constitué par une lésion ou un trouble fonctionnel quelconque de l'organisme, mais par l'événement imprévu et soudain qui lui a donné naissance ; sans cela on s'expose à méconnaître des faits tels que la peur, les traumatismes légers, etc., qui doivent rentrer sans conteste dans les faits visés par la loi de 98 et à en admettre d'autres tels que la simulation, la mort subite, etc., qui ne doivent pas y rentrer.

§ II. — Étude du mot « soudain »

Choix d'une « unité de soudaineté »

Ce mot « soudain » est commun à notre définition et à celles de la plupart des auteurs : c'est le mot qui va différencier l'Accident proprement dit de la maladie professionnelle, car, toutes les fois qu'il y aura *action répétée* d'un agent nocif il y aura maladie professionnelle.

M. le Professeur agrégé REMY y avait autrefois insisté ; en citant l'exemple suivant (Cours libre 1901-1902).

⋮
⋮
⋮

« Il s'agit d'un ouvrier occupé à porter des claies. A la fin du premier jour il ressent une légère douleur dans la main. Le lendemain et le surlendemain, malgré l'augmentation du mal il continue sa tâche, une ampoule se déclare, entraînant ensuite un phlegmon diffus, et comme résultat une raideur dans un doigt. Le jugé *refuse la rente* en considérant qu'il avait fallu plus de deux jours à l'affection en question pour se déclarer. »

Mais, si la plupart du temps il est facile de se rendre compte du fait soudain, parfois les *limites* de la maladie accidentelle et de la maladie professionnelle sont *malaisées à apercevoir*. Ce sont ces limites qui précisément sont intéressantes à étudier au regard de notre définition. *Quelles bornes fixer* à cet élément « soudain » ? Il est difficile, nous le croyons, de concilier l'*idée scientifique* que l'on peut se faire de ce mot avec l'*idée de justice*.

Et il ne faudra pas seulement considérer la durée plus ou moins instantanée du phénomène, mais l'*élément travail* avec lequel il est en rapport. Aussi devons-nous pour employer une expression peut-être vicieuse mais qui en tous cas fera bien comprendre notre pensée, établir et choisir une UNITÉ DE SOUDAINETÉ de telle sorte que l'on puisse dire : ici il y a événement soudain, et là il n'y a pas de caractère de soudaineté ; et à partir de ce moment va commencer le développement de la maladie professionnelle.

C'est ce que Monsieur le Professeur RECLUS a si clai-

rement montré et nous ne résistons pas au plaisir de citer l'exposé lumineux qu'il en a fait.

« Un ouvrier entre dans une grande cornue où se trouvent des résidus de nature caustique ; il a reçu l'ordre de ne rester dans l'appareil que dix minutes à un quart d'heure. Il y demeure 7 heures et en sort avec une affection oculaire qui provoque un affaiblissement sensible de la vision. Le patron refuse l'indemnité prétendant qu'il n'y a pas eu la cause *soudaine* et violente qui caractérise l'Accident ». Mais le Tribunal condamne le patron et accorde au demandeur une rente de 260 francs.

Et le Juge éminent, dont l'autorité est considérable déclare : « Qu'on ne doit pas uniquement qualifier d'accidents les chutes, les chocs, et autres événements dommageables qui se produisent en un seul instant, on doit aussi considérer comme provoqués par de véritables accidents les lésions résultant d'une cause qui n'amène une lésion corporelle *qu'après s'être un peu prolongée*. On est ainsi conduit à appliquer la loi de 1898: « Aux
« ouvriers qui ont eu les mains gelées, à ceux qui contrac-
« tent une maladie après un temps passé dans un en-
« droit trop chaud ou trop froid, ou au milieu de
« gazs méphytiques. Oui, sans doute et dans des leçons
« antérieures je disais partager cet avis, mais, je déclai-
« rais que cependant *une limite est nécessaire* et je de-
« mandais qu'il faudrait que les lésions aient été pro-
« duites *en une seule séance de travail*.

« Actuellement au regard de la définition de l'accident

« je modifierais peut-être un peu mon opinion. Dans ce cas les sept heures passés dans la cornue ne constituent pas un événement soudain, et il y a là une première entrave qui a bien quelque importance. »
« car sept heures c'est déjà long. . . . »

Ainsi donc nous pouvons dire que cet événement soudain devra être apprécié par rapport au temps passé à le subir et à celui pendant lequel il était *impossible à l'ouvrier de s'y soustraire*. Ce sera donc généralement *la séance de travail*, mais de limites courtes et bornées par exemple à une matinée à une soirée de 6 à 11 heures du matin par exemple.

Si nous insistons sur ce fait, qu'il est nécessaire de fixer, au moins approximativement un espace de temps pendant lequel l'événement anormal sera dit soudain, c'est que sans négliger les questions d'espèces, la loi s'applique en général à des sujets doués d'une sensibilité beaucoup moins prononcée que celle de personnes plus habituées à étudier leurs sensations. L'événement qui paraîtra soudain à une personne pourra passer inaperçu à une autre qui ne s'apercevra du trouble causé par ce phénomène à son organisme que lorsque les complications dues à l'accident initial commenceront à entrer en jeu.

Que penser sous ce rapport des gelures dont l'action est souvent lente et sournoise, d'autant plus que le sujet y prête moins attention. Ne savons nous pas aussi que la douleur est absente ou très atténuée parfois chez les alcooliques ? les hystériques, les tabétiques ?

Comment établir ce caractère de soudaineté si le principal intéressé ne peut *localiser sa lésion dans le temps* ? Force est bien de dire : Dans cet exemple : Voici un ouvrier qui de l'avis de ses camarades était bien portant en entrant à l'usine, il respire des gazs méphitiques pendant un certain temps et est intoxiqué en sortant : nous devons admettre qu'un événement soudain s'est produit dans l'intervalle de la séance de travail, pendant le temps où il n'était pas possible à l'ouvrier de s'y soustraire. Nous croyons donc qu'en admettant une durée de quelques heures on sera bien dans l'esprit de la loi et notre définition nous confirme dans ces vues.

D'ailleurs, d'autres mots de la définition viendront sûrement à notre secours pour résoudre le problème, et pour nous tirer d'embarras ; le mot « imprévu » y contribuera beaucoup et ce sera à l'expert d'apprécier si le caractère « exceptionnel » vient s'ajouter à la soudaineté auquel cas il faudra toujours conclure en faveur de l'ouvrier.

§ 3. — Etude du mot “ Imprévu ” de “ l'effort exceptionnel ”

Le mot « Imprévu », indique un événement sortant des prévisions humaines, il a d'ailleurs un sens suffisamment clair en général pour que nous ne l'étudions

que dans des cas particuliers qui sont les plus intéressants. — Le mot « Imprévu » n'a parfois dans le sujet qui nous occupe qu'un sens RELATIF ; un fait non prévu peut causer chez un ouvrier un accident et passer chez un autre complètement inaperçu ; parce que dans le premier cas il était chez cet ouvrier *anormal* et chez cet autre absolument *normal*.

Par conséquent c'est en définitive *la notion d'anormalité* dans l'accident que nous devons surtout avoir en vue. Cette anormalité peut résulter par exemple d'un effort intense *sortant des attributions ordinaires de l'ouvrier*, d'un travail excessif, d'une intensité notablement supérieure à la besogne habituelle d'un ouvrier de son âge, de son sexe, de sa profession.

Comme le fait remarquer M. RECLUS cette conception paradoxale au premier abord est cependant réelle, logique et nécessaire. « Un fort de la Halle soulève impunément un sac de 100 kilogs ; il effectue avec un assez long trajet et si rien d'anormal ne survient ; chute, heurt subit, traumatisme ou nouvel effort, le seul fait d'avoir porté ce fardeau ne saurait mettre en jeu la responsabilité du patron, l'effort dans ce cas est un effort habituel ; mais si l'on détourne de son travail ordinaire un distributeur de bulletins pour lui mettre sur le dos une poutre de deux quintaux, la Compagnie d'assurance devient responsable du trauma que cet *Effort exceptionnel* pourra faire apparaître ».

Ce point est d'ailleurs un des plus délicats à apprécier dans l'application de notre formule de définition et à lui

se rapporte l'étude des HERNIES ACCIDENTELLES sur laquelle nous devons maintenant nous étendre quelque peu d'autant plus qu'elle touche à la grave question si discutée de « l'état antérieur » dans les accidents de travail. (RECLUS médecine des accidents du travail I. VII 1903). Autrefois on était assez d'avis qu'il s'agissait presque toujours d'une Hernie-accident : actuellement on a tendance à admettre qu'il y a presque toujours une prédisposition innée, une difformité, une faiblesse persistante à la paroi abdominale.

Donc, en présence d'une hernie attribuée à un *effort imprévu et exceptionnel*, l'expert devra toujours se demander si la tumeur a été *révélée, aggravée, ou accrue* par le traumatisme. Pour cela, préciser l'interrogatoire et lire avec le plus grand soin, les dires du blessé éventuel et les dépositions des témoins, certains signes permettant d'établir s'il s'agit d'une *Hernie-Maladie* ou d'une *Hernie-Accident*.

Dans ce dernier cas, comme BERGER l'a montré dans plus de 10.000 observations, le fait ne s'est produit que cinq fois. L'effort exceptionnel peut être invoqué à l'occasion de la hernie-accident ; il devra, dans ce cas, être excessif, imprévu, TUMULTUEUX ; la *position* aura dû être particulière ; position accroupie, jambes écartées, corps porté en avant ; alors, l'effort désinsère ou déchire les aponévroses et les muscles du trajet inguinal, et cette violence se traduira par des signes pathognomoniques : douleur *soudaine* et persistante parfois SYNCOPALE ; du

gonflement de l'œdème, une ecchymose, apparaissent au bout de quelques jours.

Un minutieux interrogatoire est donc tout d'abord nécessaire, d'autant plus que le dossier fourni au médecin-expert est souvent muet sur ces points importants. Puis c'est la paroi qu'il faudra examiner, les anneaux, la perméabilité plus ou moins grande du canal vagino-péritonéal. S'il y avait d'autres tumeurs herniaires : hernie ombilicale, hernie de la ligne blanche, hernie épigastrique, il y aurait de grandes chances pour que la hernie-maladie soit en cause.

Cependant la jurisprudence n'a pas bien souvent tenu un compte suffisant de ces faits et avec M. SACHET elle demande *trois conditions* pour qu'une *hernie* soit considérée comme accident de travail.

1°/ Existence d'un traumatisme capable de produire une hernie ;

2°/ Relation de cause à effet entre le traumatisme et la hernie dont l'ouvrier est atteint.

3°/ Degré d'incapacité de travail consécutif à cette lésion.

Comme on le voit il s'agit là de conditions uniquement juridiques ! On arrive ainsi à des décisions très discutables comme dans l'espèce suivante qui nous a été obligeamment communiquée par M. le Professeur RECLUS.

Cassation 5 avril 1909 :

La décision attaquée était ainsi conçue (Cour de Douai 13 Mars 1905).

La Cour :

« Attendu qu'il résulte des documents de la Cause, notamment
« de l'enquête à laquelle il a été procédé par le juge de paix du
« canton de Boulegne-sur-Mer que le 28 Mars 1904. V... ou-
« vrier auxiliaire à la Cie des Chemins de fer du Nord tra-
« vaillait à décharger des moëlons quand tout à coup il res-
« sentit une vive douleur à l'aîne et cessa presque aussitôt le
« travail.

« Attendu que visité par le médecin il fut reconnu atteint
« d'une hernie inguinale.

« Attendu que les premiers juges ont écarté la demande de
« rente fondée sur cet accident de travail par la raison que :
« 1^o l'effort qu'il avait fait pour soulever un moëllon de 35 à
« 40 kilogs *n'était pas extraordinaire.*

« 2^o Qu'il était physiologiquement prédisposé.

« Attendu qu'il est de toute évidence qu'on ne peut sans
« s'exposer à de regrettables erreurs déterminer l'effort qu'à
« dû faire un ouvrier par *le poids* de l'objet qu'il a du soule-
« ver ; que telle circonstance, inégalité du sol, position dé-
« fectueuse, prédisposition morbide peuvent produire dans
« l'accomplissement du *même travail* chez un ouvrier des lé-
« sions auxquelles échappera tel autre de ses camarades plus
« robuste et mieux préparé à l'effort à donner.

« Attendu que la loi de 1898 comprend dans les risques
« d'Industrie pour un ensemble d'ouvriers de santé et de tem-
« péraments divers toutes les incapacités résultant d'acci-
« dents du travail : coups, chute, efforts, *sans qu'il soit néces-
« saire que l'accident ait été la cause exclusive de l'Incapacité*
« pourvu qu'il en ait été la CAUSE EFFICIANTE que le juge n'a pas
« à tenir compte pour fixer l'indemnité de l'influence que peut
« avoir exercée sur l'ouvrier telle ou telle prédisposition.

« Par les motifs : dit que V... a été victime d'un accident de « travail. »

La hernie-maladie est par le fait même admise dans les faits visés par la loi de 1898 et tous les hernieux peuvent se réclamer d'elle ce qui est inique !

Il nous reste maintenant à montrer l'importance de ce mot imprévu à propos de la SIMULATION ; nous y avons déjà insisté en cherchant à propos de l'art. 20 le fondement de la loi pénale dans le cas de lésions provoquées ; ici notre définition nous sert merveilleusement. L'ouvrier est là, porteur de sa lésion, elle s'est produite du fait du travail et à l'occasion du travail et elle va entraîner sans doute une incapacité permanente, qu'importe, il sera rentier, fût-ce au détriment de sa santé ; mais, où se trouve donc *l'événement imprévu* qui a causé cette lésion ? où se trouve le fait « accidentel » au sens latin du mot qui a amené ce trouble de l'organisme. Nous ne le trouvons pas, ou si plutôt, mais il était prévu de par la volonté de l'ouvrier, donc il n'y pas accident. Il y a sans doute des cas, tels par exemple la FAUTE LOURDE qui confinent à celui-ci. Quand il y aura, comme le dit M. Sachet : 1^o volonté d'agir ou d'omettre, 2^o connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'inaction, 3^o faute ni nécessaire ni utile ; dans cet ensemble de faits on pourra dire que rien n'aura été tenté pour se soustraire à cet événement qui entraîne alors *la certitude mathématique* d'une lésion ; *il n'y aura donc pas accident*. Il en est de même du SUICIDE, au moyen des objets du travail (cas fréquents chez

les ouvriers mineurs au moyen de cartouches de dynamite); si aucun témoin, aucun fait ne peut prouver l'événement imprévu il y aura lieu, comme nous en avons déjà vu des exemples en étudiant l'événement dans la jurisprudence, de rejeter purement et simplement la demande des ayants-droits.

§ 4. — Etude des mots « du fait ou à l'occasion du Travail. » — Le rapport de causalité. .

Avant d'aborder cette question il est peut-être bon de définir le mot TRAVAIL; ce que l'on entend par ce mot, dans quel cas un accident peut être dit s'être produit à son occasion; Différents auteurs en ont donné des définitions, la meilleure est peut-être celle de Monsieur SACHET: « Le Travail, dit-il, est l'accomplissement de la fonction à laquelle l'ouvrier est préposé dans une exploitation industrielle. Cette formule n'est pas toujours restreinte dans les limites étroites d'une manipulation technique. Cette formule est bonne parce qu'elle n'est pas restrictive, mais laisse au contraire aux parties appelées à se prononcer une grande liberté de jugement; elle est ainsi d'accord avec les tendances actuelles.

L'accord est aujourd'hui fait sur ces termes, il est donc assez facile de donner un aperçu exact de leur simplification. Nous empruntons à la thèse de G. MORIX (Droit. Paris 1904) les faits de la Jurisprudence actuelle.

L'expression *par le fait du travail* signifie très nettement que l'accident s'est produit au cours de l'accomplissement de la fonction spéciale de l'ouvrier et par son

action la seconde modalité à l'occasion du travail établit une relation indirecte entre l'accident et la cause à laquelle on peut le rattacher.

Ces expressions ont un sens qui a été bien fixé par la jurisprudence. Cependant pour ceux qui contribuèrent à l'édification de cette loi le sens de ces expressions semblait devoir donner prise à l'arbitraire.

M. FÉLIX MARTIN soutenait notamment « que l'expression par le fait ou à l'occasion du travail » était obscure, sujette à diverses interprétations et fort préjudiciable aux victimes d'accidents. En effet, ajoutait-il, c'est dans la formule par le fait ou à l'occasion du travail *que* RÉSIDE LE FAIT GÉNÉRATRICE DU DROIT A DOMMAGES-INTÉRÊTS pour l'ouvrier, c'est LA CAUSE DE LA CRÉANCE.

M. MESUREUR, alors Ministre du Commerce, répondit qu'au contraire la rédaction de ce point de la loi lui paraissait avoir la plus grande netteté et ne laissait pas place à la critique.

Mais les paroles ci-dessus citées de M. FÉLIX MARTIN sont fort importantes nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur leur signification.

Ces mots en effet du « *fait ou à l'occasion du travail* » ne représentent ni plus ni moins que LE FONDAMENT JURIDIQUE de la loi du 9 avril 1898. C'est là, comme le dit M. Martin, la *cause de la créance de l'ouvrier*.

Bien des jugements, bien des arrêts hélas ! ont été trop inspirés par ces mots et y ont vu tout l'accident ; nous savons qu'il n'en est rien et que les questions de personnes, de temps, de lieu ne sont que secondaires ; néanmoins vu l'importance de ces mots

nous devons apprendre à les bien connaître. Supposons donc un *événement* imprévu et soudain (à caractère lésionnel) produit *sur le lieu du travail et pendant la durée des heures du travail*. Parmi les accidents nous écartons ceux qui ont pour cause la faute du patron, car la théorie de la responsabilité du fait des choses (voyez historique) a forcément pour objet d'étendre la responsabilité du patron à des accidents étrangers, à sa faute et il s'agit parmi ces accidents de déterminer ceux auxquels elle s'applique. Or, en dehors de la faute du patron, la cause possible de l'accident peut être :

La chose du patron, la force majeure, (nous entendons par là tous les *événements* que la loi anglaise désigne sous le nom de « faits de Dieu » ou des « ennemis de la Reine »), le fait d'un tiers, le fait de la victime elle-même. Or, pour qu'un accident engage la responsabilité du patron il faut que sa chose soit non seulement la *cause matérielle* mais encore la cause *originelle* de l'événement producteur d'accident.

Supposons un *accident* survenu *sur le lieu du travail et pendant une interruption du travail* ou encore, supposons un accident survenu *ni pendant la durée du travail, ni sur les lieux du travail*.

Que pense la Jurisprudence de tous ces cas :

D'après certaines décisions, l'accident causé par le matériel du patron dans le lieu du travail, n'est pas nécessairement un accident de travail ; un *lien de causalité* direct entre l'accident et l'exécution du travail doit en outre être établi.

Arrêt, Cour de Paris, 30 mars 1901 :

« N'est pas un accident de travail, la blessure d'un jeune
« ouvrier causée par l'outillage pendant qu'il s'amusait. »

La simple preuve d'un lien de causalité directe et matérielle entre l'Accident et l'outillage suffit pour établir le droit à l'indemnité (Chambre des requêtes, arrêt 24 mars 1902, rappelé dans un Jugement, du Trib. Civ. de Lyon, 3 juillet 1908) :

« Ne constitue pas un accident de travail le fait pour un
voyageur de commerce de glisser et de tomber alors que se
trouvant à l'hôtel il voulait allumer l'électricité... Attendu
que pour l'application de la règle, du fait ou à l'occasion du
travail la *Cour de Cassation* exige deux conditions : 1^o que
l'accident soit survenu pendant le temps et sur le lieu du
travail ; 2^o qu'il y ait avec le travail un *lien de causalité direct*
c'est-à-dire que l'ouvrier ait été victime d'un risque *créé ou*
aggravé spécialement par le travail... etc. » (Cassation, 19
février 1902).

Que dire du cas de force majeure ? (1)

Il ne faut pas confondre le cas fortuit et la force majeure.

Il y a *force majeure* si l'événement est indépendant de l'industrie. Si un tremblement de terre, par exemple, vient rompre une digue qui noie les ouvriers, il n'y a *pas accident de travail*.

Si au contraire une malfacon dans une digue provo-

1. Il a été bien étudié par M. LEBRET dans sa circulaire du 10 juin 1898.

que sa rupture et tue les ouvriers, il y aura *cas fortuit* et *accident de travail*.

A l'étranger la force majeure est comme en France EXCLUE des causes d'accidents. Chez nous pour employer les termes d'un jugement (*Trib. Paix, Ivry-s/Seine, 2 février 1908*) l'évènement anormal doit avoir un rapport *direct, exclusif et certain* avec l'Accident. Nous pouvons donc conclure de tout ceci que dans la loi du 9 avril 1898, quand le travail s'effectue sous la direction d'un chef d'entreprise l'on doit considérer comme *Accident survenu du fait ou à l'occasion du travail* : tout événement imprévu et soudain arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à la direction du patron, chaque fois que cet événement imprévu et soudain aura eu pour cause originelle l'exécution du travail qu'elle qu'en soit la cause matérielle.

A maintes reprises nous avons parlé du *rapport de causalité* ; maintenant que tous les termes de ce rapport nous sont bien connus nous pouvons le préciser.

Je nomme rapport de causalité celui qui existe entre l'Évènement tel que nous l'avons défini et la lésion.

Pour mieux le faire comprendre je schématise ce rapport et je l'écris ainsi sous forme d'une fraction :

$$\frac{\text{Lésion etc.....}}{\text{Évènement imprévu survenu etc...}} = \begin{matrix} \text{(Moins valeur de l'ou-} \\ \text{vrier permanente ou} \\ \text{passagère)} \end{matrix}$$

on peut représenter si l'on veut les mots « Lésion de l'organisme ou trouble fonctionnel » par la lettre (L) ; les mots : « Évènement imprévu et soudain survenant du fait ou à l'occasion du travail » par la lettre (E) ; ces

mots : « Moins value de l'ouvrier permanente ou passagère » par la lettre (M). Et écrire :

$$\frac{L}{E} = M. \quad \text{C'EST CE RAPPORT QUI DÉFINIT L'ACCIDENT}$$

Telle est la conception personnelle que j'ai cru devoir donner de l'Accident du Travail à laquelle m'a mené la définition si parfaite de M. RECLUS. — Je ne puis cependant développer plus longuement ce point particulier, craignant de sortir de mon sujet ; remarquons pourtant que le *rapport de causalité* si souvent invoqué dans les jugements se ramène en dernière analyse à la constatation de l'Événement imprévu et ne saurait exister sans lui, ce qui même dans ce cas rapproche encore ce rapport de notre conception de l'accident, puisque l'affirmer c'est en somme conclure à l'existence d'un fait anormal. — *De toutes façons* la jurisprudence n'est pas loin d'adopter notre manière de voir.

§ V. — Étude des mots « LÉSION DE L'ORGANISME » ou « TROUBLE FONCTIONNEL »

La lésion ou le trouble fonctionnel sont LES EFFETS DE LA CAUSE d'où résulte l'Accident, ce sont les *effets* de cet événement imprévu et soudain que tant d'auteurs ont pris pour l'accident lui-même. Ils frappent sans doute plus l'esprit et même parfois l'imagination par leurs caractères objectifs que la cause elle-même souvent peu apparente ; de là l'importance qu'ils ont pris dans les

nombreux travaux que ces effets ont inspiré. Toute la médecine, toute la chirurgie des accidents du travail dont le développement a été considérable en ces dernières années est basée sur leur manifestation. Ces effets ont d'ailleurs pour l'ouvrier une gravité considérable puisque ce sont eux qui vont déterminer sa moins-value, puisque ce sont eux qui vont influencer sur ses capacités productrices.

Or certains jugements font intervenir surtout les *conséquences de ces effets* dans la fixation de la rente comme l'arrêt suivant cité par M. le Professeur RECLUS :

Arrêt, Montpellier, 5 août 1901 : « le juge pour la fixation de la rente doit tenir compte uniquement de la diminution générale de capacité de travail de l'ouvrier ».

C'est cette diminution de capacité de travail qui donne aussi à ces termes de notre définition une importance de premier ordre.

Ils ont été choisis, à dessein, très généraux de façon à englober le plus grand nombre de cas possibles. C'est ainsi que *par lésion* nous entendons non seulement les faits cliniques à siège extérieur, les plaies apparentes, les brûlures par les corps incandescents, l'électricité, les caustiques, non seulement les troubles produits sans violence comme le développement de la pustule maligne, mais encore tous les faits cliniques dus à l'*effort interne*, hernies internes, par invagination intestinale, volvulus ; occlusion intestinale avec péritonite subséquente sans rapport avec un traumatisme extérieur qui d'ailleurs peut

avoir existé mais n'a pas laissé de traces (MUGNIER, Thèse Paris 1882).

Point n'est besoin on le voit pour englober tous les cas de parler de « blessure externe, de lésion chirurgicale ou médicale ».

Cependant il est dans tous les cas une chose fondamentale à observer, c'est que la LÉSION *puisse être constatée* qu'elle tombe sous les sens, qu'elle soit accessible aux procédés d'investigation que nous enseigne la clinique. Peut-il y avoir des lésions, des troubles fonctionnels sans signes pathognomoniques ? Suffit-il que le sujet dise percevoir des douleurs intolérables, en un point de son organisme pour que en l'absence de tout signe clinique nous fassions table rase de tout ce que nous savons en fait de médecine et le déclarions victime d'un accident ?

C'est ce que nous voudrions maintenant discuter, d'autant plus que M. le Professeur RECLUS vient dans une de ses plus récentes cliniques d'y attirer l'attention et s'est demandé si la TOPOALGIE était oui ou non un accident ? soumis à l'application de la loi de 1898.

Voici le cas en litige :

Un ouvrier de chemins de fer déchargeait avec un de ses camarades un fourgon à bagages. Tous deux soulevaient une caisse de 60 à 70 kilogs, quand subitement l'un d'entre eux X., accusa une douleur vive du dos, lâcha la caisse et abandonna le travail. Néanmoins dans la journée il put être employé à apporter à plusieurs reprises des missives au télégraphe ; il cessa le travail,

le reprit, le cessa à nouveau, finalement il rompt avec la Compagnie ; trois experts furent nommés, dont le rapport fut adressé au Tribunal, et, après la procédure d'usage la Compagnie fut condamnée à lui payer une rente viagère annuelle de 1.800 francs.

Elle n'accepte pas un tel jugement et le cas est soumis à M. le PROFESSEUR RECLUS.

Voyons donc si ce cas est conforme à l'idée que nous nous faisons d'un accident de travail : « Il n'y a pas eu
« événement imprévu et soudain ; il ne s'est même pas
« trouvé sous le pied de X une peau d'orange pour le faire
« glisser et le contraindre à un effort instinctif afin de
« se soutenir.

« Cette manœuvre X la répétait plusieurs fois sans
« cesse bien avant de la rendre responsable de sa vive
« douleur dorsale. A vrai dire avec la meilleure des vo-
« lontés je ne puis trouver là les éléments qui consti-
« tuent l'accident de travail, et cependant les termes du
« jugement l'admettent pourtant. « L'apparition sou-
« daine et violente d'une lésion, même interne, tenant
« son origine à une date précise, dans un acte de travail,
« constitue bien l'accident prévu par la loi de 1898 tel
« que le définissent la doctrine et la jurisprudence. *Il*
« *n'est pas nécessaire que le travail soit anormal, excep-*
« *tionnel dès qu'il y a relation de cause à effet entre la*
« lésion et le travail ».

Et M. Reclus ajoute avec raison :

« Quel sophisme, contre lequel se soulève la doctrine
« tout entière ! Il faut un accident indiscutable, au con-

« traire ; sinon la loi ne joue pas.....
« La voilà l'équivoque ! le voilà le danger des
« fausses définitions ! Le mot soudain, vous le trouvez
« bien dans l'énoncé du jugement, mais il ne s'applique
« pas à un accident, il est accolé à l'acte, au geste de
« l'ouvrier X, à la *lésion*. Au reste, *il n'y a pas eu*
« *lésion*, je vous le dis par anticipation. Il y a eu un
« simple trouble fonctionnel ; je n'ose et n'ai nulle-
« ment le droit de dire qu'il n'y ait eu qu'une simple
« affirmation »..... Et arrivant au sujet qui nous
« occupe le MATTRE ajoute :

Lors de l'enquête dont il fut l'objet, il est convoqué à
« deux reprises : d'abord dans la première quinzaine de
« mars, puis le 26 du même mois. Trop malade, répond-
« il, il ne peut se rendre à aucune de ces convocations.
« Or, entre ces deux crises graves, il avait trouvé le
« moyen de se rendre à Paris après un assez long voyage
« en chemin de fer. En fait de lésion on n'a pu en décou-
« vrir qu'une : une lésion de la volonté.

« Et je tiens à signaler que les experts dans leur rap-
« port ont fait usage *d'un mot*, d'une *expression* qui peut
« *faire crouler* la loi sur les accidents du travail. N'ayant
« pu découvrir la moindre lésion chez l'ouvrier soumis
« à leur examen, ils ont écrit qu'il était atteint d'une
« *Topoalgie*. (τοπος lieu Δαλς, douleur).

« Qu'est-ce donc que cette fameuse topoalgie dont je
« ne saurais admirer la découverte....

« A côté de certaines topoalgies véritables telles que
« celles des testicules et des organes génitaux qui elles

« sont persistantes, il en est d'autres qui sont exagérées
« ou entretenues par l'imagination du malade.

« Des ouvriers malades, de bonne foi, espérant une
« pension, créent ou exagèrent leur douleur... »

Nous pouvons donc conclure que la Topoalgie est une simulation plus ou moins consciente et par ce fait même échappe à l'application normale de la loi de 1898, parce que l'événement était prévu. Cependant il est des cas où sans lésion définie et constatable il y a cependant *trouble fonctionnel*. Ces faits ressortissent aux bouleversements que peut déterminer dans l'organisme une influence *purement* PSYCHIQUE. Notre définition les y comprend comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer à propos d'un cas d'*Ictère émolif* survenu à la suite d'une peur subite. Elle est ici encore une fois bien d'accord avec les faits jugés. L'exemple suivant est assez connu :

Bordeaux 23 avril 1907, Jugement :

« La garde-barrière qui, effrayée par le passage d'un
« automobile sur la voie dont elle a la garde est subite-
« ment frappée d'une apoplexie pulmonaire (?) *déter-*
« *minée par l'émotion*, doit être considérée comme vic-
« *time d'un accident de travail...* » D'autres faits peuvent
encore y répondre : ictère émolif, mort subite, aphasies
permanentes ou passagères, hystéro-traumatisme ;
tous ces cas ont été bien étudiés par Gilbert Ballet, Vibert,
Strumpel et Brouardel. On voit donc l'intérêt qu'il y a à ne
pas restreindre les cas susceptibles d'être englobés dans

l'accident de travail par une définition trop compréhensive, sous peine de les en exclure et de priver ainsi l'ouvrier de la rente qui l'indemniserait de son accident.

Peut-être cependant, même dans ce cas, l'expression *lésion de l'organisme* eût-elle pu s'appliquer puisque BALLET croit qu'il se forme sous l'influence d'une peur subite, des phénomènes vaso-moteurs amènent la formation de petits foyers de ramollissement cérébraux ; que PIERRET estime que le spasme des petits vaisseaux peut amener la mort physiologique des éléments cellulaires. Il n'en est pas moins vrai que ces modifications organiques seront toujours difficilement constatable et que c'est seulement aux mots troubles fonctionnels que l'on devra avoir recours dans l'état actuel de la science.

§ VI. — Etude des Mots « permanent ou passager »

Ces mots sont typiques et on doit en bien pénétrer le sens ; Je ne les ai d'ailleurs pas rencontré dans d'autres définitions longues, embrouillées, et incomplètes, et ils apparaissent seulement ici avec netteté.

Voici ce qu'ils indiquent :

La loi du 9 avril 1898 est une loi faite uniquement dans l'intérêt de l'ouvrier, c'est aussi comme on l'a dit une loi de « *Justice sociale* » elle a pour but d'indemniser cet ouvrier de la *privation permanente ou passagère de ses facultés de travail*, de l'indemniser de la *perte*

ou de l'amointrissement de son « Capital-Travail ». Et en cas de mort de répartir sur les ayants-droits, une indemnité matérielle qui le représente on est censé le représenter et que la loi (admettons le forfait dans ce cas) a fixé à 20 o/o du salaire annuel, pour la veuve.

Ainsi donc il faut pour qu'il y ait accident *atteinte à la force productive* de l'ouvrier, sans cette condition il y a accident survenu du fait ou à l'occasion du travail, il n'y a pas accident de travail au sens où l'entend la loi ;

Ce sont ces mots qui vont juger définitivement le cas soumis à l'appréciation des parties appelées à se prononcer, qui vont lui donner sa force probante au regard du juge et sur lesquels l'expert aura à répondre affirmativement.

C'est le caractère d'*incapacité* causé par le fait lésionnel qui va donner à l'ouvrier son titre de créance ; qui va déterminer la péréquation entre son « capital-travail » et le « capital-argent » de son patron ; et le fait anormal producteur d'accident réalise l'équivalence de faits que l'on n'avait pas l'habitude de concevoir avant la loi de 1898.

Ce sont encore ces mots qui vont ouvrir l'action prévue par l'art. 19 de la loi. (Modifié par la Loi du 31 mars 1905) et basée sur une atténuation ou une aggravation de l'infirmité de la victime.

Ces mots intéressent de même le « chef d'entreprise » puisque de leur caractère plus ou moins persistant il tire son *droit à la révision*. Notre définition est donc, là encore, en harmonie parfaite avec la loi et cela non

seulement avec, l'art. 1^{er} que tous les auteurs ont jusqu'ici seulement envisagé pour établir leur définitions, mais avec la loi CONSIDÉRÉ DANS L'ENSEMBLE DE SES ARTICLES. Il nous semble que notre formule offre sous ce rapport encore une supériorité marquée sur ses devancières.

Voilà donc ce que signifient ces deux mots, ils sont essentiels et forment un facteur indispensable à la solidité de notre définition de l'accident.

On pourrait croire d'après cela que nous écartons de l'accident ces légers traumatismes sans importance chez des personnes n'appartenant pas au monde du travail, bien loin de notre pensée cette idée, car nous nous rappelons trop que comme l'a dit M. le Pr RECLUS « l'évènement soudain ayant déterminé une lésion en apparence insignifiante peut se compliquer de la pénétration de germes pathogènes qui vont allumer quelque infection lymphangite érysypèle phlegmon diffus, plus encore septicémie foudroyante ou tétanos et quelque formidable que paraisse le désaccord entre la futilité de l'agent vulnérant, l'insignifiance de la lésion primitive... la responsabilité du patron reste entière ».

Mais ici quel trouble profond dans la force productive de l'ouvrier !

N'y a-t-il donc pas DES CAS OÙ LA LÉSION EXISTE, ou bien mieux, *elle existe avec tous les caractères* que nous avons reconnu à l'accident de travail et ou cependant *il ne peut y avoir droit* à indemnité. Cela semble une demande paradoxale, le fait n'en existe pas moins :

A la vérité ils sont rares les faits que l'on en peut citer d'atteinte à l'organisme sans accident de travail. Pour notre part nous n'en connaissons que quelques exemples que nous allons discuter en prenant comme type le cas suivant. — S'il n'y a pas atteinte à la productivité de l'ouvrier, il n'y a pas lieu à indemnité voilà le fait.

« Or, il a été jugé que (Paris civ. mars 1905) la perte
« des deux testicules *ne donne pas droit à une rente*
« lorsqu'il est constaté que la victime de l'accident a
« *gardé une capacité entière pour les travaux de sa*
« *profession.*

L'expert dans cette affaire était le regretté Professeur BERGER qui avait déposé le rapport suivant :

« Rien ne permet d'affirmer que la perte des deux testicules diminue la force, l'énergie ou la capacité pour
« le travail.

« Nombre de gens privés de leurs testicules ont rem-
« pli et remplissent encore dans les pays orientaux des
« fonctions difficiles et élevées.

« D'autre part les exemples tirés de la série animale
« nous font voir que les animaux auxquels on demande
« de grands efforts de travail et un grand développe-
« ment de force musculaire tels que chevaux et bœufs
« sont régulièrement soumis à la castration complète.

« Rien ne permet donc d'admettre que la perte des
« deux testicules diminue en rien la capacité pour le tra-
« vail du sujet qui l'a subie. »

Ainsi donc pas de rente parce que non diminution de force productive.

Malgré la très grande autorité du Professeur BERGER nous sommes loin d'être de cet avis, et nous nous rangeons avec M. le Professeur DEBOVE quand il montrait au contraire les ravages terribles produits dans l'organisme par cette mutilation, déclin des forces, aboulie, et bientôt déchéance complète. (Quinzaine thérapeutique, mars 1911.)

Nous n'aurions donc pas hésité à accorder la rente. Mais le fait sur lequel nous avons voulu attirer l'attention n'en existe pas moins.

Il a été jugé de même que *l'arrachement de la verge* par une courroie de transmission ne pourrait donner droit à une rente en vertu de la loi de 1898, et n'entraîne que le paiement du demi-salaire, ce qui est évident ; l'ouvrier retombe ainsi sous le coup de la loi commune, art. 1382, C. Civ.,

On pourrait encore citer dans le même ordre de fait, *la défiguration*, ou « lésion esthétique » de l'ouvrier.

Dans ce cas il n'y a pas droit à rente puisque les facultés de travail restent entières, sauf s'il y a impossibilité pour lui de gagner sa vie. De même *l'Avortement traumatique* sans complications n'implique généralement pas une diminution permanente de la faculté de travail, et ne pourra donner lieu qu'au paiement du demi salaire pendant le trouble fonctionnel passager.

Tels sont les points essentiels que représentent ces deux mots : paiement du demi salaire en cas de lésion fonctionnelle passagère ; aucune rente dans le cas d'intégrité postérieure de l'ouvrier QUELQUE GRAVE que fut la lésion.

Nous avons donc épuisé successivement tous les termes de notre définition après avoir essayé d'en faire bien pénétrer le sens et d'en montrer toute l'excellence. Il nous reste pour justifier encore davantage ce dernier mot, à la comparer aux définitions données par les auteurs.

CHAPITRE II

Parallèle de la définition de M. le P^r Reclus avec toutes celles données par les auteurs

Nous n'aurions dans ce dernier chapitre pas moins d'une *trentaine* de définitions à comparer à celle que nous avons eu l'honneur de commenter.

Ce serait un travail long et aride. Aussi commencerons nous par donner un court résumé de ce que nous à appris l'étude des différents termes de notre définition on verra ainsi mieux en quoi les autres définitions lui sont inférieures.

Cette compréhension de l'accident telle qu'on la trouve dans notre formule est COURTE, CLAIRE et CONCISE et de plus REVERSIBLE. Quelle différence avec celles de certains auteurs !

Celle de MM. OLLIVE et le MEIGNEN à 50 mots environ, celle de M. BEAUMONT 60 mots, de THOINOT 51, de KAUFFMANN 50, de THEBAULT 40, de REMY 30, etc., etc.

Ce n'est pas à vrai dire que nous fassions de la définition de l'accident une question de « centimètres », que l'on veuille bien nous pardonner cette expression ; mais enfin une définition scientifique nous l'avons montrée doit être concise et l'auteur doit s'exprimer simplement de façon à être compris de tous, car, ne l'oublions pas notre formule est en rapport avec une loi sociale qui est chaque jour commentée par de simples ouvriers et elle s'adresse à eux d'abord et non seulement à nous médecins, ou à vous magistrats elle regarde aussi le patron lui-même ; or, si l'on vient nous parler dans une définition (Beaumont) de « corps extérieur, solide, liquide, gazeux ou électrisé... de différence de température de l'air ambiant » cela nous semble un peu compliqué. Et de plus ces longues formules arrivent fatalement par leurs nombreuses énonciations à être *restrictives* comme le disait fort bien le rapporteur de la loi M. THÉVENET, et sortent ainsi de l'esprit de la Loi. On croit être plus complet, et le contraire se produit, on le voit, l'avantage de la concision est notable.

Notre formule de plus a été longuement méditée par un maître qui non seulement est un Théoricien mais aussi un Opérateur pour qui les maux de l'humanité souffrante n'ont plus de secrets, *elle est d'accord avec la clinique*, et non avec la théorie seule comme celle de certains auteurs qui ont édifié leur formule dans le silence du cabinet où l'atmosphère politique, tels MARESTAING, PAULET, BOURGEOIS, etc....

Elle obéit aux lois philosophiques touchant les caractères d'une bonne définition scientifique.

Elle est *conforme* avec les *décisions de la Jurisprudence* dans leur ensemble ce qui n'a rien que de naturel puisqu'elle est conforme au bon sens et par là elle fait rentrer sans allonger son texte dans l'accident des espèces telles que *la peur*, des *traumatismes minimes*, des *inoculations septiques*, elle en écarte la *simulation* (sans en prononcer le mot) toutes espèces qui ont été solutionnées conformément à elle dans des jugements ou arrêts, ce qui n'aurait pu avoir lieu avec d'autres formules. Elle s'applique de plus à *la loi considérée dans son ensemble*, comme nous l'avons montré ce qui est très important.

Bref par ses huit termes principaux elle nous donne tout ce que l'on peut attendre d'une définition comme je l'ai d'ailleurs montré au chapitre 1^{er}.

Pour étudier les définitions des auteurs nous établissons une ligne de démarcation entre celle-ci à partir du travail de BEAUMONT (De l'accident, Moniteur des Assurances 16 Avril 1901).

Tous les auteurs qui l'ont précédé sont des théoriciens des hommes politiques, des employés d'assurance des magistrats ou avocats tous comme le dit M. Thebault « Imbus d'idées plus philosophiques que pratique passent à côté de la solution sans la voir ». Ce n'est pas à dire que parfois ces définitions n'aient une réelle valeur cependant tantôt elles discernent l'événement cause de l'accident mais accordent une influence prépondérante à la *violence*, ou à la *notion de force extérieure* tantôt, ce

qui est le cas le plus fréquent, elles méconnaissent qu'il s'agit d'un accident de travail devant répondre aux indications formelles d'une loi.

Nous avons mentionné la définition de LEBRET, malheureusement employée si souvent dans les premiers temps du fonctionnement de la loi par les tribunaux.

« L'Accident tel qu'il faut l'entendre dans notre matière consiste dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une force extérieure. »

Cette définition était adoptée peu après par M. MONIS dans sa circulaire du 22 août 1901.

Plus parfaite fut celle de M. GUIESSE disant :

« L'Accident proprement dit résulte d'un événement soudain auquel on ne peut se soustraire (voir p. 67 la critique de cette formule). »

Du même genre est aussi celle donnée par M. MILLERAND, dans sa circulaire du 24 août 1899.

L'Accident est la conséquence immédiate et prochaine d'un événement soudain.

Il manque à ces définitions trop d'éléments pour que nous puissions les commenter ; arrivons à la formule donnée par M. MARESTAING, qui a eu une certaine vogue, puisque beaucoup d'auteurs ont déclaré l'adopter parmi lesquels G. BROUARDEL (accidents de travail, Paris 1908). Il insiste sur la *soudaineté* qui est la dominante de cette formule et permet, dit-il, de distinguer par là l'accident du travail des lésions dues à l'exercice de la profession.

IIACHE la déclare exacte de tous points (les accidents du travail, P. Boyer, 1903, p. 27) puis M. SACHET qui a

lui-même donné une autre formule que nous verrons, et M. VILLETARD DE PRUNIÈRES. La formule de M. MARESTAING est la suivante :

L'« *Accident est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure* ». (Rapport au Congrès international des Accidents du travail de 1899).

Les défauts de cette énonciation sont si évidents que nous nous étonnons de l'autorité qu'elle a eu pendant longtemps dont les plus graves sont à notre avis d'abord l'importance exceptionnelle que l'auteur donne à la soudaineté et à la violence surtout, et ensuite que rien ne nous dit qu'il s'agit d'un accident de travail, ce qui est plus important.

Cette formule a été aussi plus récemment adoptée par MM. FERRETTE, LAVAL, MIRMAN « qui résume, disent-ils, parfaitement les intentions du législateur ». Il est permis de trouver cette appréciation un peu osée ; ils reconnaissent seulement à l'Accident une *fatalité inévitable*, il faut remarquer que la séparation si facile en théorie entre l'accident et la maladie soulève en pratique de graves difficultés, ce qu'avaient déjà remarqué CABONAT et MARESTAING. (Lois nouvelles 1899).

Citons encore parmi les formules donnant une importance exagérée à la violence et à la soudaineté celle de M. LÉON BOURGEOIS. (Chambre des députés, octobre 1897).

Il y a, dit-il, une distinction fondamentale à faire entre l'Accident « *Événement soudain, violent et la ma-*

ladie, qui est au contraire un état continu et durable né d'une cause également continue et durable.

Comme le dit M. THEBAULT, cette définition est trop étroite et il cite l'asphyxie qui peut être dans certains cas soudaine, mais *sans violence*.

L'électrocution qui découle d'une cause continue et durable : la cause, le passage permanent du courant est continu et durable ; cependant l'homme qui tombe n'en est pas moins victime d'un accident ; cette définition est donc malheureusement fausse.

Nous formulerons la même appréciation pour celle de M. SERRE (commentaire de la loi du 9 avril 1898) :

« L'accident est tout fait par lequel l'homme est victime d'une lésion corporelle ».

Par contre Monsieur SACHET, dans une formule qu'il nous donne essaie de réagir contre ces tendances. (Traité des Accidents du travail, Paris 1910) :

« L'accident est un événement anormal, en général soudain, ou tout au moins d'une durée courte et limitée, qui porte atteinte à l'intégrité ou à la santé du corps humain. »

Mentionnons encore sans insister les autres définitions suivantes puisque tous leurs défauts sont à peu près les mêmes. Celle de Monsieur VERTTAEGEN (Congrès Intern. des accidents du Travail 1897) : l'accident est *« tout événement qui survenu par le fait du travail entraîne une lésion de l'organisme »*. De M. PAULET (congrès international Paris Juin 1900) qui ne voit dans l'accident

que le « *Résultat d'une action extérieure et soudaine sans tenir compte de la violence.* »

De M. JAMIN (Thèse Paris 1902), qui associe les définitions de M. BOURGEOIS et de LEBRET : « *L'accident consiste dans tout événement qui, survenant brusquement par le fait du travail ou à l'occasion du travail entraîne une lésion de l'organisme* ».

De M. DORÉT-BON (Thèse Paris 1907) : « *L'accident est un fait anormal résultant de l'action SOUDAINÉ et VIOLENTE d'une cause extérieure physique au cours du travail* ».

RAMÉ (Etude au point de vue Médical de la loi de 1898. Paris 1902).

Se rattache à la définition de LEBRET et ajoute qu'un autre caractère essentiel de l'accident est d'être « INVOLONTAIRE ».

Puis vient le travail important de BEAUMONT sur la question : « Il sait par profession que si dans certains cas difficiles et délicats le terme : accident de travail, était défini, telle affaire s'arrangerait amiablement et rentrerait ou non dans les termes des contrats passés par les C^{ies} d'Assurances (1).

Cet auteur observe que l'accident peut-être produit par un corps quelconque quelque soit l'état physique sous lequel on le rencontre dans la nature, et passe en revue « les différentes conséquences produites par le *Contact Violent* du corps humain avec un corps exté-

(1) Cité par Thebaull.

rieur envisagé dans ses quatre états » et conclut en donnant la définition suivante :

Par accident corporel, il faut entendre « *toute atteinte physique résultant du contact fortuit violent, ou devenu subitement tel, d'un corps humain avec un corps extérieur solide, liquide, gazeux ou électrisé, à l'exception des affections dues à une différence de température de l'air ambiant, mais y compris les brûlures par radiation, et le dérangement des facultés mentales consécutif à un événement extérieur et fortuit ayant produit ou capable de produire une atteinte physique* ».

Cette longue définition que nous avons déjà critiquée n'est pas dépourvue de valeur, mais elle aurait gagné à être mise sous une autre forme.

Envisageons maintenant les principales définitions données par les auteurs allemands, qui font autorité Outre-Rhin. KAUFMANN, THIEM, BECKER.

Nous avons déjà donné les définitions de la loi allemande et celles fournies par le bureau impérial des assurances, voyons maintenant celles des commentateurs.

ROHMER donne la définition de KAUFMAN et déclare : (1)

« *Quiconque subit un dommage dans son état de santé physique ou mental ayant pour conséquence l'empêchement de son travail professionnel, est victime d'un accident du travail ; il faut de plus que le*

Rohmer : Evolution des incapacités professionnelles Paris 1902.

Kaufman : Handbuch der Unfallverletzungen, Stuttgart 1897.

dommage puisse être imputé à un événement subit, c'est-à-dire nettement déterminable comme moment de production et compris dans un espace de temps relativement court; c'est ce dommage devant entraîner à sa suite la mort ou la lésion physique qui constituera l'accident. »

Cette définition, n'était sa longueur, pourrait peut-être se discuter comparativement avec la nôtre, malheureusement l'auteur y a oublié beaucoup d'éléments dont la loi allemande peut se passer mais non la loi française. C'est ainsi que le mot *imprévu* qui indique la soustraction complète de l'événement à la volonté de l'ouvrier n'y est pas représenté.

Et ce même auteur ajoute cependant avec beaucoup de raison :

« *Par lésion corporelle* telle que le comprend la loi sur les accidents de travail on doit entendre : tout trouble qu'un accident de travail peut apporter dans l'état régulier du corps et de l'esprit et qui amène un dommage dans la capacité de travail. Par conséquent tout ce qui peut troubler le fonctionnement régulier de l'organisme, aussi bien les lésions externes qu'internes et de n'importe quelle fonction ou organe (troubles cérébraux et autres) aura droit à l'indemnité ; même si au lieu de se produire brusquement et subitement, l'accident ne manifeste ses conséquences fâcheuses qu'à une époque plus ou moins éloignée du moment où il s'est produit. »

Enfin BECKER définit l'Accident :

« *Un événement imprévu et soudain, ou tout au moins*

se réalisant en un laps de temps relativement court dont on peut préciser exactement le moment d'apparition, dont les conséquences sont de nature à entraîner chez le sujet qui en est victime, soit indirectement, soit immédiatement des altérations dans son état physique ou intellectuel ou même la mort. »

Avant d'en arriver aux définitions de nos auteurs français les plus récents mentionnons encore ces dernières qui furent données au Congrès international des accidents de travail (Liège 1905), et d'abord, celle du docteur POËLS (Bull. des Acc. de Travail Bruxelles 1907) :

« L'Accident du travail est un « événement soudain et anormal, causant soit une affection nerveuse ou un trouble psychique, soit par l'intermédiaire d'une force soudaine et extérieure, une atteinte à l'organisme humain ».

A ce même congrès le professeur hollandais KOOPERBERG prit la parole et donna cette définition de l'Accident :

« Un événement soudain, en rapport avec l'exercice de la profession qui a déterminé chez l'ouvrier une lésion physique ou psychique doit être considéré comme un accident de travail. »

Toutes ces définitions ont été critiquées par le professeur allemand THIER qui, « après avoir mis en évidence les divers rapports de coïncidence superposition ou complication que les accidents de travail peuvent avoir avec les maladies professionnelles générales et les

cas de force majeure, après avoir discuté la valeur légale de ces définitions dit à son tour :

Que la meilleure définition lui semble être celle de la loi allemande déjà citée et ajoute : « En outre *il n'est pas nécessaire que le préjudice dans la santé corporelle ou psychique soit causé uniquement par l'événement accidentel actuel, pourvu que ce dernier ait été l'une des conditions primordiales agissant pour la production de la maladie de la blessure ou de la mort.* »

Nous allons maintenant arriver aux définitions contemporaines de nos auteurs : Ce sont des formules édictées par des médecins tous personnalités de premier ordre et par conséquent digne de toute notre attention.

Nous avons donné ci-dessus la définition de l'Accident banal d'après LITTRÉ qui voit nettement les caractéristiques de l'accident.

La définition énoncée par M. le Professeur agrégé RÉMY dans son cours à la Faculté 1901-1902 (qui est le premier travail réellement scientifique sur cette question) est critiquable cependant : La cause toujours extérieure de la lésion, la violence, sont des éléments, nous l'avons montré, qui peuvent être absents et sont loin d'être prédominants, L'Accident, dit-il donc, est :

« Une lésion corporelle déterminée par un événement soudain et involontaire survenu par le fait ou à l'occasion du travail et dont la cause sera toujours extérieure et le plus souvent violente ».

Mais la formule qui sans contredit a eu le plus de succès en ces derniers temps est celle de M. le Profes-

seur THOINOT. Elle a été adoptée en effet telle qu'elle ou avec de légères modifications par des auteurs considérables, FORGUES, JEANBRAU, VIBERT, LENOIR ; nous ne la discuterons pas puisque la réfutation de ses termes résulte de tout ce qui précède, et aussi de la critique qu'en a fait M. le Professeur RECLUS dans une de ses « cliniques ». C'est une définition à caractère uniquement lésionnel et « qui provoque de fâcheuses équivoques » donc à rejeter, pour lui l'Accident est :

« *Toute blessure externe, toute lésion chirurgicale, toute lésion médicale, tout trouble nerveux psychique avec ou sans lésion corporelle concomitante, résultant de l'action soudaine d'une violence extérieure, intervenant pendant le travail ou à l'occasion du travail, et toute lésion interne déterminée par un effort violent dans les mêmes circonstances* » (1).

Mais, ajoute avec juste raison M. VIBERT :

« Encore faut-il remarquer que le terme *violence extérieure* doit être pris dans un sens très étendu, s'appliquer par exemple à l'action des agents physiques tels que la CHALEUR et le FROID ».

Monsieur le Professeur agrégé BALTHAZARD adopterait aussi cette définition qui « donne la solution de tous les cas d'accidents » mais il ajoute : Il ne faut *jamais* étudier des cas de principe mais toujours des *cas d'espèce* « C'est poser très mal la question que de dire : le du-

1 Cette définition, a dit M. Thebault, permet de faire rentrer dans le cadre de l'accident la pathologie toute entière, à l'exception des véritables accidents survenus sans violence et sans soudaineté.

rillon forcé est-il un accident de travail; il faut dire : le durillon forcé dont est atteint l'ouvrier X... est-il un fait visé par la loi de 1898, la réponse est alors immédiate : oui, si ce durillon forcé résulte d'un accident de travail, c'est-à-dire si la suppuration s'est produite par *l'action soudaine et violente* sur le durillon professionnel d'une cause extérieure au cours du travail, non, si l'ouvrier ne peut établir qu'il soit survenu UN FAIT ANORMAL au cours de son travail. »

Enfin MM. OLLIVE et LE MEIGNEN ont donné dans leur ouvrage (voir bibliog.) une définition substantielle de l'accident : « c'est disent-ils un « *fait anormal et étranger au cours du travail. Ce fait peut n'avoir aucune conséquence fâcheuse pour les personnes, il n'en constitue pas moins l'ACCIDENT; il peut, au contraire, occasionner des lésions corporelles et ce sont elles seulement que le législateur a entendu viser et réparer à l'exclusion des autres conséquences dommageables* ».

Cette définition omet néanmoins les cas nombreux où la lésion n'est pas apparente mais où le trouble fonctionnel domine.

Enfin, pour terminer étudions la conception si particulière de *l'accident* d'après MM. THEBAULT et JACQUEMIN. dans leurs « *commentaires médicaux de la loi de 1898* » ainsi que les deux définitions qu'ils en ont donné.

Après avoir considéré dans l'Accident *trois faits : la cause, l'effet, le rapport de cause à effet*, ils étudient les causes de l'Accident et se basent sur les idées de CROOKES formulées en 1903 au Congrès de Berlin, ils

considèrent les manifestations d'ordre physique (mécanique, thermiques, électriques, lumineuses, radio-actives), chimique (caustiques ou toxiques) et biologiques qui ne sont au fond qu'une variante des phénomènes chimiques, n'étudiant que l'action des corps solides, passant en revue les cas divers qui peuvent se présenter, ils montrent que le contact du corps vulnérant qui semblait constant peut faire défaut de même que la *violence* et la *soudaineté*. L'expression *Blessure* se transforme et devient *perturbation* locale ou générale. Il en est de même du terme *Lésion*.

Quant au point d'Application, ce n'est pas toujours à son niveau que la lésion se produira.

On voit donc que dans un Accident, il y a contact ou non avec l'agent EXTÉRIEUR qui n'agit *qu'une seule fois* pour produire avec ou sans violence, avec ou sans soudaineté, souvent une *blessure*, presque toujours une *lésion corporelle*, toujours une *perturbation de l'organisme*.

De tous les termes, trois seulement sont constants : la cause extérieure, l'action en une fois, et la perturbation de l'organisme.

Ils discutent la valeur de l'expression : « En une fois » passent en revue une série d'affections : siderose, chalicose et voient que dans toutes celles-ci il y a *contact* ou non avec l'agent extérieur qui agit par action répétée pour produire sans violence ni soudaineté une perturbation de l'organisme. Or toutes ces affections ressortissent à la maladie professionnelle.

MM. THEBAULT et JACQUEMIN soutiennent ensuite que la maladie infectieuse ne constitue jamais un accident de travail mais une *complication* fréquente de cet accident. Enfin après avoir ainsi synthétisé les définitions antérieures ils donnent une définition d'ensemble avant d'arriver à la leur. L'Accident est une :

Lésion corporelle produite par une cause extérieure (Beaumont, office impérial allemand, Golebiewski) *cette cause doit être soudaine* (Pouvoirs publics, Jannin, M. Remy, Rohmer, Becker) *ou se produire dans un temps très court* (loi allemande) *ou très rapproché* (Millerand). *Elle doit être involontaire* (Remy, Jannin) *capable d'empêcher le travail professionnel* (loi allemande, Rohmer) *l'événement doit être produit par le travail lui-même ou par toute autre cause* (Becker, Rohmer, loi allemande).

Ces deux auteurs donnent ensuite *leur définition* qui est la suivante :

« *Dans le travail ou à l'occasion du travail, toute perturbation de l'organisme déterminé par l'action en une fois d'une cause extérieure, est un accident. Toute perturbation de l'organisme déterminé par l'action répétée d'une cause extérieure est une maladie professionnelle.* »

« Par cause extérieure, il faut entendre les manifestations physiques et chimiques de la matière, agissant soit directement soit par la mise en jeu de la sensibilité de l'organisme. »

Plus récemment M. THEBAULT lui-même est revenu sur cette définition de l'Accident et a donné la suivante (Progrès médical 1904).

« Toute perturbation de l'organisme qui par le fait ou à l'occasion du travail est produite par une cause extérieure quelconque, d'ordre mécanique, physique ou chimique, dont l'action ne se répète pas, détermine au point de vue médico-légal un accident de travail ».

Pour les raisons que nous avons longuement développé nous croyons que cette formule pas plus que les autres ne peut être adoptée : les termes de « permanent et passager » par exemple qui délimitent si nettement le caractère de l'accident légal, le seul que nous ayons à considérer n'y figurent pas ; la notion de soudaineté, le caractère éventuel, y sont bien dissimulés.

De toutes façons donc nous préférons la nôtre dont nous trouvons la trame autrement solide.

Telles sont donc les principales définitions que nous avons tenu à mettre en parallèle avec celle de Monsieur le Professeur RECLUS, et, impartialement nous le croyons aucune d'elle ne montre cette architecture solide, ce tout harmonieux, qui représente les « *conditions nécessaires et suffisantes* » que l'on doit reconnaître à l'Accident de travail tel qu'il résulte de la loi du 9 avril 1898.

Nous avons fait de notre mieux pour montrer à ce point de vue toute l'excellence de la définition que nous avons eu le très grand honneur de commenter.

CONCLUSIONS

La loi du 9 avril 1898 n'a pas défini le terme d' « Accident » :

De nombreux auteurs ont voulu suppléer à ce manque de précision en donnant leur définition de l'accident de travail. Mais, parmi toutes celles-là, en France du moins, une seule celle de Monsieur le Professeur RECLUS à savoir :

« L'accident de travail est un événement imprévu et soudain, survenu du fait ou à l'occasion du Travail et qui provoque dans l'organisme une lésion ou un trouble fonctionnel permanent ou passager. »

Représente l'Idée que l'on doit se faire d'un Accident de Travail :

Elle répond bien à la pensée de la loi ;

Elle est d'accord avec l'esprit scientifique.

Elle est conforme à la Jurisprudence dans le plus grand nombre de cas.

Elle est en harmonie avec les principes de Justice sociale, mis en œuvre dans la Loi du 9 avril 1898.

Vu : Le Président de Thèse :

RECLUS.

Vu : Le Doyen :

D. LANDOUZY.

Vu et permis d'Imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

RECLUS. — Bulletin Médical. — Traité de chirurgie. — Les quatre agrégés.

id. Médecine des accidents du travail.

id. T. VII n° 3, mars 1908.

id. Cliniques de l'Hôtel-Dieu.

id. (Gazette des Hôpitaux 1909).

id. Presse (Presse Médicale Avril 1911).

G. BROUARDEL. — Acc. du travail. Guide du Médecin. 2^e Edition 1908.

BALTHAZARD. — Droit médical 1905-1906.

BEAUMONT. — Moniteur des assurances 15 avril 1901.

BELLOM. -- Commentaires loi sur les accidents.

BECKER. — Traduct. Léon Gallez et E. Moreau Bruxelles 1903.

L. BOURGEOIS. — Chambre des députés, discours 28 oct. 1897.

CABONAT. — Lois nouvelles 1899.

DUCHAUFFOUR. — Manuel de conciliation.

DOUCET-BON. — Thèse Paris 1907.

DRUSEN. — « « 1904.

FERRETTE, LAVAL, MIRMAN. — Textes officiels, 1901.

FORGUE et JEANBRAU. — Guide pratique du Médecin.

GILBERT. — Bulletin Médical acc. du trav. Bruxelles 1904.

HACHE. — Accidents du travail. L. Boyer 1903.

JANIN. — Thèse Paris 1902.

Journal Officiel. — 1^{er} Avril 1898.

KAUFFMANN. — Handbuch der unfullverletzungen. Stuttgard
1897.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières.

LOUBAT. — Accidents du tr. et droit international.

LE PAULMIER. — Etat actuel de la Jurisprudence. Paris 1905.

LENOIR. — Conférences sur les accidents du travail.

Ministère du Travail et

Prévoyance Sociale. — Congrès de 1900.

MARNI. — Thèse Paris 1903.

MARESTAING. — Congrès international de 1899.

OLLIVE et le MEIGNEN. — Accident du Tr. Médecine légale,
Jurisprudence.

POËLS. — Commentaires sur la loi Belge de 1903.

PAULET. — Congrès international Juin 1900.

REMY et VILLETARD. — Journal des accidents du travail.

REMY. — Cours de Chirurgie et Médecine légale sur les acci-
dents du travail.

RÖHMER. — Evaluation des incapacités professionnelles Paris
1902.

SACHET. — Traité théorique et pratique de législation des accidents du travail. Paris 1910.

THOINOT. — Médecine légale.

Texte des lois étrangères ou annuaire de législation étrangère.

VIBERT. — Les accidents du travail.

Gazette des Hôpitaux (1903).

Presse Médicale (1911).

Archives de Médecine et de chirurgie 1904.

Progrès Médical 1904.

SUPPLÉMENT

Liste des auteurs dont les définitions de l'« Accident » se trouvent dans le présent travail

Allemande (Définition de la loi).

Autrichienne « »

Ballhazard.

Beaumont.

Becker.

Bourgeois.

Bureau impérial des assurances de l'Empire Allemand
(3 définitions).

Doucet-Bon.

Forgue et Jeanbrau.

Guiesse..

Jamin.

Kauffmann.

Kooperberg.

Lebret. .

Lenoir.

Littlre.

Marestaing, Brouardel et Hache Ferrette, Laval, Mirman .
Millerand.
Monis.
Ollive et Le Meignen.
Paulet.
Poëls.
Ramé.
RECLUS.
Remy.
Sachet.
Thébault (2 définitions).
Theim.
Thoinot.
Villetard de Prunières.
Verhaëgen.
Vibert.

TABLE DES MATIÈRES

Avant Propos	13
Historique et Introduction	17

PREMIÈRE PARTIE

De l'Accident en Général

CHAPITRE PREMIER

§ 1. — Pourquoi la définition de l'Accident n'est-elle pas dans la Loi française du 9 avril 1898	27
§ 2. — La définition de l'accident est-elle dans les législa- tures étrangères.....	35
Loi Allemande.	36

CHAPITRE II

Importance d'une bonne définition de l'Accident, ses deux conceptions différentes.....	47
§ 1 --- La définition devra être utile à l'ouvrier tout en sau- vegardant les justes intérêts du patron.....	47
Du fondement de la repression pénale dans la loi de 1898 l'art 20 et ses rapports avec la définition.....	47

§ 2. --- La définition de l'accident examinée au point de vue médical et juridique.....	54
--	----

CHAPITRE III

§ 1. --- L'accident tel que le comprend la loi, la définition d'après les travaux préliminaires de la loi; du sys- tème de l'énumération légale des Accidents de travail	59
§ 2. --- La définition de l'accident d'après les circulaires ministérielles, le rapport au Sénat de 1903.....	65
§ 3. --- L'Accident dans la Jurisprudence.....	69

DEUXIÈME PARTIE

Etude de la définition de l'Accident de Travail de M. le Professeur Reclus.

CHAPITRE I^{er}

Etude de ses différentes trames

§ 1. — Ce que doit être une bonne définition.....	79
§ 2. — Etude du mot " Evénement ".....	82
§ 3. — Etude du mot «Soudain, de l'Unité de Soudaineté»	89
§ 4. — Etude du mot Imprévu, l'effort exceptionnel.....	93
§ 5. — Etude du mot " du fait ou à l'occasion du travail " le rapport de causalité.....	99
§ 6. — Etude du mot " Lésion de l'organisme ".....	104
§ 7. — Etude du mot " permanent ou passager ".....	110

CHAPITRE II

Parallèle de la définition de M. le Professeur RECLUS avec toutes celles données par les auteurs.....	117
--	-----

